

Pulsions d'empire

Poussées impériales dans les sociétés occidentales



Sommaire

- **Introduction** **p. 3**

- **« Le voyage vers l'empire a déjà commencé »** **p. 4**
 - Empire et polycentrisme p. 4
 - Guerres impériales et guerre moderne p. 7
 - L'idéologie impériale p. 9
 - Empire et réalité multiculturelle p. 11
 - Empire et mécanismes capitalistes p. 12
 - Empire et écologie p. 14
 - Évolution des langues p. 15
 - Contre-tendances p. 16

- **Les gilets jaunes face à l'empire** **p. 20**
 - La récupération du mouvement par le gauchisme p. 20
 - Réactions viscérales contre la disparition d'un monde p. 24
 - Le niveau de vie p. 26
 - La question identitaire p. 27
 - La place des élites p. 28
 - La question du peuple p. 29
 - L'aspect idéologique p. 30
 - La violence p. 32
 - Des gilets jaunes aux populismes p. 33

- **« Tous les totalitarismes prétendent se fonder sur les Lois de la nature »** **p. 35**

- **Élections 2022 : le règne oligarchique** **p. 42**

- **Wokisme et obscurantisme : articulations et complémentarités** **p. 46**

- **« La paix sociale sexuelle est achetée au prix du silence... »** **p. 51**

Couverture : Max Ernst, *L'Ange du foyer (Le triomphe du surréalisme)*, 1937

Introduction

Près de cinq ans après la parution de *L'horizon impérial, sociétés chaotiques et logiques d'empire*¹, cette brochure en reprend la thèse pour la mettre à l'épreuve. Chacun des textes rassemblés ici cherche à confronter cette grille d'analyse « impériale » à différents éléments de réalité, croyant déceler dans chaque objet étudié cette « pulsion d'empire » qui semble sourdre de notre réalité.

Le premier document, « **Le voyage vers l'empire a déjà commencé** », est la transcription d'une émission de radio. Il récapitule, l'essentiel de l'hypothèse impériale, de ses domaines d'application et des interrogations qu'elle suscite.

« **Les gilets jaunes face à l'empire** » est une intervention publique qui cherchait à faire le bilan de cet extraordinaire « mouvement social », dont le ressort pourrait bien être une opposition intuitive, en même temps qu'un essai d'adaptation, aux évolutions impériales historiques de nos sociétés.

L'entretien « **Tous les totalitarismes prétendent se fonder sur les Lois de la nature** » s'applique à l'écologie politique contemporaine, domaine aussi vital que confus, qui paraît contenir tous les composants idéologiques qui lui permettrait de jouer un rôle central dans la formation d'une idéologie mondialiste et coercitive.

Concernant la sphère électorale, le tract « **Élections 2022 : le règne oligarchique** » propose une lecture du paysage politique qui distingue un parti-État surplombant, des prétendants opportunistes et autoritaires et un peuple en voie de dislocation, livré à toutes les déprédations.

L'avant-garde impériale de cette métamorphose est analysée dans l'article « **Wokisme et obscurantisme : articulations et complémentarités** », qui voit les libertés occidentales retournées contre elles-mêmes par l'alliance de forces intérieures et extérieures.

Enfin, le lecteur nous pardonnera d'avoir placé en fin de brochure l'interview « **La paix sociale sexuelle est achetée au prix du silence...** », texte certainement le plus violent que nous ayons jamais produit, mais l'effritement de la modernité n'est pas une abstraction, comme chacun s'en aperçoit, certes à des rythmes différents.

Lieux Communs – novembre 2022

¹ *Lieux Communs*, mars 2018.

« Le voyage vers l'empire a déjà commencé »

Retranscription de l'émission « Offensive Sonore » diffusée
sur Radio-libertaire (89.4) -le 18 mai et mise en ligne le 22 octobre 2018.

Les quelques ajouts ont été mis entre crochets.

Cyrille : L'émission d'aujourd'hui est consacrée à une brochure de *Lieux Communs* et nous avons invité Quentin pour en parler. C'est une brochure atypique, même pour *Lieux Communs* qui a des thèmes assez atypiques ! C'est *L'horizon impérial – sociétés chaotiques et logique d'empire*¹. Première question : pourquoi ce thème ? À partir de quelles réflexions en es-tu arrivé là ?

Quentin : Au collectif *Lieux Communs*, je parle de l'ex-groupe, nous partions des travaux de C. Castoriadis. Il avait établi depuis les années 50-60 que l'Occident, les sociétés dans lesquelles nous vivons, était en déliquescence : il parle du « *délabrement de l'Occident* », de plusieurs points de vue, à partir notamment de la disparition du mouvement ouvrier. Il voit assez clairement un tarissement de la créativité en Occident, aussi bien au niveau des luttes sociales que de la création artistique, de la recherche scientifique ou des mœurs. À partir de là, il a analysé un certain nombre de phénomènes sans donner d'autres perspectives et il est mort il y a presque exactement vingt ans².

Donc nous partions de ce principe-là, d'un *délabrement de l'Occident*. Et nous cherchions de nouveaux modèles pour comprendre le monde contemporain : tous les schémas hérités, qu'il s'agisse du marxisme, du libéralisme, du tocquevillisme, etc. sont obsolètes, ils ne répondent plus à la réalité. Il y a des phénomènes nouveaux qui apparaissent – nous les listons dans la brochure – qui ne rentrent plus dans ces schémas. Nous cherchions de nouvelles grilles de lecture et ce n'est pas simple du tout ; on ne va pas en sortir comme ça de notre chapeau.

Au fil de nos lectures, et notamment par le biais de l'islamisme qui est un de nos chantiers, je suis tombé [suivant les recommandations de G. Fargette] sur des livres d'un universitaire, Gabriel Martinez-Gros, qui est un historien médiéviste, étudiant l'islam du Moyen Âge. Il a étudié plus précisément l'œuvre d'*Ibn Khaldoun*, un penseur arabo-musulman du XIV^e siècle, du haut Moyen Âge, qui a étudié son monde environnant, c'est-à-dire l'empire arabo-musulman. Et cet universitaire, G. Martinez-Gros, à travers deux ou trois livres décrit, interprète la logique qu'*Ibn Khaldoun* a dégagée, qui est une logique impériale, une logique d'empire, l'empire tel qu'*Ibn Khaldoun* l'a étudié. Et il a essayé de l'appliquer à nos sociétés contemporaines en trouvant un certain nombre de correspondances.

1 *Lieux Communs*, mars 2018, *op. cit.*

2 Cf. « De Castoriadis à l'empire », texte à venir.

Alors le travail de cette brochure a été de multiplier ces points de contacts entre l'évolution de nos sociétés, les phénomènes que l'on voit s'y dérouler, et les catégories d'*Ibn Khaldoun*. La thèse principale est donc que nos sociétés occidentales, modernes, sont en train de devenir des sociétés de type impérial, au sens d'*Ibn Khaldoun* – et pas du tout au sens où l'entendent Alain Soral, Toni Negri ou Emmanuel Todd.

C : Alors avant de parler de ces différentes manières de décrire l'empire, est-ce que tu peux parler de la manière dont *Ibn Khaldoun* voit l'empire. Il y a par exemple un chapitre de la brochure qui s'appelle « *Empire et polycentrisme* » : tu y décris un centre de l'empire pacifié et une périphérie en guerre... C'est ça l'empire ?

Q : C'est exactement ça. L'empire pour *Ibn Khaldoun* a un fonctionnement en quelque sorte cyclique. Il y a le centre de l'empire qui regroupe une population dont la fonction est de produire de la richesse. Elle est surplombée par un État qui la ponctionne à travers l'impôt et qui crée la richesse par cette accumulation. C'est une population intégralement pacifiée pour la simple et bonne raison que l'État garde le *monopole de la violence* : la société est donc sous la contrainte de l'État impérial. Le problème est que dans cette société pacifiée, il n'y a plus de violence, or l'État a besoin de violence pour extorquer l'impôt à ses sujets. Cette violence va être recherchée dans les *marges* de l'empire, aux limites de cette entité qui s'étend à tout le monde connu à son époque, qui regroupe donc tous les peuples existants, aux langues, aux cultures, aux religions différentes. Mais aux marges de l'empire, il y a des tribus violentes qui échappent au contrôle impérial. Et d'une manière ou d'une autre, l'État va créer un appel à ces populations belliqueuses, qui vont y répondre en infiltrant l'empire pour le conquérir. Et au fil du temps, elles vont accaparer le pouvoir et refonder l'État impérial. Ce dernier est donc constitué des marges violentes, va engendrer des dynasties qui vont elles-mêmes se pacifier, en deux ou trois générations, 120 ans pour *Ibn Khaldoun*, et le cycle va recommencer : les populations sont toujours passives, l'État se retrouve incapable d'exercer la violence et à nouveau d'autres marges violentes vont infiltrer ou conquérir l'empire.

C'est cela le cœur de la définition de l'empire pour *Ibn Khaldoun*. C'est exotique pour nos esprits occidentaux, mais c'est ce que lui a analysé du fonctionnement de l'empire arabo-musulman du XIV^e, puisqu'il a vécu entre le Caire et Grenade. C'est donc cet horizon-là que l'on tente de décrire dans la brochure, un système qui repose au fond sur deux affects simples : d'abord la *peur de la violence* – le troupeau producteur et désarmé du centre impérial ; nous qui détestons la violence – et de l'autre côté la *volonté de s'accaparer les biens* des autres – ressenti relativement universel, du moins dans les sociétés historiques et qui va mobiliser les marges, les pousser à conquérir l'empire.

C : Alors là on est dans une définition historique de l'empire comme il en a existé : l'empire ottoman, chinois... Tu évoques celui d'Alexandre le Grand, macédonien, tellement vaste qu'il n'a presque plus de centre...

Q : Tout à fait. Cette logique impériale d'*Ibn Khaldoun* a été reprise par G. Martinez-Gros, notre auteur contemporain, pour essayer de l'étendre à toute l'histoire de l'humanité, de lire l'histoire des civilisations à travers cette grille de lecture. Dans son étude intitulée *Brève histoire des empires* [2014, Seuil], il trouve un grand nombre de correspondances depuis l'empire assyrien du VI^e siècle av. J.-C. puis l'empire perse, l'empire macédonien, l'empire chinois, l'empire romain, l'empire arabo-musulman, etc. Par exemple dans l'empire romain, il trouve avec justesse que très rapidement les empereurs ne sont plus d'origine romaine, même chose pour les empereurs chinois, très vite ils sont mandchous ou mongols par exemple. Donc rapidement, ce sont les marges qui prennent le contrôle de l'empire et exercent la contrainte.

Alors bien sûr, l'histoire de l'humanité n'est pas réductible à l'histoire des empires : il y a des moments d'interruption de cette dynamique et où, au contraire, on assiste à un fractionnement géopolitique en royaumes, en cités, une situation de *polycentrisme*. La population « mondiale » n'est alors plus dominée par un État central mais s'éclate en une multitude. Mais très vite l'empire reprend le dessus, domine toutes ces entités et soumet à nouveau les populations.

C'est effectivement le cas de l'empire d'Alexandre que tu évoquais : très vite, dès sa mort en fait, il se divise en de multiples royaumes, séleucide, lagide, etc. C'est donc un empire hybride. D'ailleurs, d'une manière générale, le schéma d'*Ibn Khaldoun* est très intéressant mais ce n'est qu'un *schéma* : dans la réalité, il y a bien sûr une grande diversité de situations. Mais globalement, il semble que l'on puisse appliquer cette logique impériale à un très grand nombre de situations historiques.

C : Tu as parlé de « multitude », ça me fait penser à l'« empire » de Toni Negri : je pense que ce n'est pas du tout ta façon de voir... Il y a aussi le très mauvais livre *Comprendre l'empire* d'Alain Soral... Et il y a plus généralement à gauche une vision beaucoup plus léniniste de l'impérialisme. On en parlait hors antenne : l'impérialisme pour Lénine est quelque chose de très précis en contradiction avec la définition d'*Ibn Khaldoun*...

Q : Absolument, la définition classique, gauchiste, de l'impérialisme l'inscrit dans la continuité du capitalisme, c'est le fameux « *stade suprême du capitalisme* »... Donc pour Lénine, l'empire ne peut être qu'occidental, évidemment, donc il n'existe qu'à partir du XIX^e siècle, on va dire. C'est finalement très ethnocentrique... Ce n'est évidemment pas l'approche d'*Ibn Khaldoun* et on verra au cours de la discussion qu'il y a même un antagonisme entre l'empire et le capitalisme. Donc ce n'est pas non plus l'approche d'Antonio Negri, qui n'est en fait que le décalque du schéma marxiste. C'est au fond très simple : le prolétariat a disparu, Negri a du mal à l'admettre, donc il le remplace par le terme de multitude, et la classe bourgeoise est remplacée par l'empire, en gros... Bon. Quant à Soral, je connais trop peu pour en parler, mais on est plutôt dans la polémique que dans la compréhension intellectuelle du monde.

Avec *Ibn Khaldoun*, nous avons une approche radicalement différente parce que pré-moderne : elle vient tout droit du XIV^e siècle. C'est donc une manière de penser

fondamentalement *non-occidentale*. C'est intéressant parce que – c'est la thèse dont nous discutons – il est possible que nous sortions, *nous*, du monde occidental dans lequel nous vivons, la modernité. Et dans cette perspective, il est possible, c'est un horizon, et c'est le titre de la brochure, que nous revenions à une logique *antérieure* à la modernité, une *pré-modernité*. Donc de ce point de vue-là, *Ibn Khaldoun* est très important en tant que penseur *médiéval*...

Alors précisément, l'Occident, dans la logique d'*Ibn Khaldoun*, ne peut pas exister. L'Occident à partir du X^e-XI^e siècle présente une exception. Une autre logique se met en place au tournant du millénaire puisqu'il n'y a plus d'État central qui administre un vaste territoire : il y a une multitude de petits royaumes en France, en Espagne, en Angleterre, en Italie, etc. Il y a là *un polycentrisme qui ne va pas évoluer en empire*, il va devenir autre chose : les États-nations tels qu'on les connaît, c'est-à-dire une série d'ensembles géopolitiques en compétition les uns avec les autres, en coopération, en émulation. Et il se crée là un autre monde. Par exemple le monde d'*Ibn Khaldoun* implique une violence monopolisée par une minorité. En Occident, très tôt, peut-être autour de la bataille Bouvines au XIII^e siècle, on voit un peuple en armes.

C : La bataille de Bouvines, c'est quand déjà ?

Q : 1216, je crois... [1214 !]. Peu à peu à partir de là, c'est le peuple en armes qui fait la guerre, les fantassins, et ce n'est plus l'aristocratie ou les bandes barbares comme c'est le cas dans la logique impériale. Cela s'institue formellement à partir des XVIII^e-XIX^e siècle dans la conscription. Et c'est une exception absolue dans l'histoire des empires où la violence militaire est le fait exclusif d'une minorité.

La deuxième exception que présente l'Occident, c'est la naissance du capitalisme. La richesse n'est plus créée par l'État impérial qui accumule l'argent à travers l'impôt mais par les gens eux-mêmes qui inventent, qui montent des fabriques, des manufactures, des entreprises et créent de la richesse *indépendamment* de l'État. Ça aussi, c'est une nouveauté radicale.

D'autre part, on voit une tendance à la démocratie, au sens étymologique : le pouvoir du peuple. C'est une tendance qui n'a pas existé dans le monde des empires. Bon, elle a pu affleurer dans les interstices, les moments de polycentrisme dont j'ai parlé, mais elle est radicalement étrangère au monde impérial. L'empire est un univers de verticalité et d'autoritarisme.

C : Cela fait penser à la Grèce antique où l'on voit des soldats-citoyens, qui décident de partir en guerre ou pas. Est-ce que cela correspond à une Renaissance à venir, cette conscription avant l'heure ?

Q : Tu as entièrement raison : la première opposition date de là, de l'affrontement entre les Grecs et les Perses. Ceux-là héritent de l'empire assyrien et ont fondé un empire mondial, énorme, qui se vit comme universel, multiculturel, multilingue, extrêmement puissant et qui a en face de lui une petite province, la Grèce, qui lui échappe. Et elle n'est pas un empire, ne l'a jamais été : c'est un monde polycentrique, un réseau de

cités-États indépendantes, organisées plus ou moins lâchement, avec des coopérations, des affrontements, des relations antagonistes. C'est un polycentrisme *institué*. Et très tôt il y a cet affrontement entre l'empire perse et la Grèce. C'est d'ailleurs ce qu'on retrouve un peu aujourd'hui entre ce qui reste de l'Occident, de la modernité dans laquelle nous vivons, et les tendances impériales dont nous parlons. Donc tu as raison : dès l'apparition de la forme-empire, il y a opposition entre la « modernité » – grecque à l'époque – et l'impérialisme – perse à ce moment-là.

C : Nous venons de définir l'empire selon Ibn Khaldoun, un empire entouré de violence. Dans la brochure, il y a un chapitre « Guerres impériales et guerre moderne ». Qu'est-ce qui a changé avec l'arrivée de l'Occident dans la manière de faire la guerre ?

Q : C'est une question intéressante parce que la guerre est au cœur de la dynamique impériale. On voit que peu à peu l'État impérial se désarme et a besoin de la violence des marges. En Occident la chose est différente puisque très tôt on voit un peuple en armes. Cela se voit très bien à travers deux manières de faire la guerre.

La guerre impériale est singulière : ce sont des guerres *longues* parce que les marges tentent en permanence d'entrer dans l'empire et en permanence les armées impériales les repoussent – elles échouent régulièrement et alors c'est une invasion. L'empire est fréquemment envahi : c'est dans l'ordre des choses, c'est ainsi qu'il y a un renouvellement impérial. Ce sont donc des guerres longues et *meurtrières* aussi, parce que les tribus sont extrêmement violentes alors que les populations impériales sont pacifiées. Troisième caractéristique : ce sont des guerres menées par des *minorités*. Le peuple est désarmé, seul l'État, la minorité au pouvoir, est armé et les marges le sont aussi. C'est donc une affaire de minorités : ce sont des aristocraties guerrières qui s'affrontent.

À partir du XIII^e-XIV^e siècle en Occident, nous avons une nouvelle façon de faire la guerre, qui en réalité naît en Grèce antique. Ce sont, à l'inverse, des guerres qui impliquent le citoyen, il y a donc une massification de la guerre : c'est le peuple qui se bat. Deuxième caractéristique, qui en découle paradoxalement, ce sont des guerres très peu meurtrières. Cela paraît bizarre *a priori*, mais cela s'explique : il y a une rationalité dans l'affrontement et le but n'est pas de massacrer ou de prendre le pouvoir, mais de vaincre *militairement*. Il y a donc relativement peu de victimes : lorsque l'on compare les guerres entre tribus ou contre des empires, ce sont des populations qui vont subir des pertes de 10, 20 ou 30 %, très rapidement des millions de morts pour des effectifs démographiques très faibles. En Occident, même pendant la Seconde guerre mondiale, qui a été un massacre, ce n'est que 8 % de la population allemande qui est tuée, ce qui est très peu relativement à la mobilisation générale des populations. Et encore : il s'agissait d'affrontements impliquant des totalitarismes, donc des tendances impériales *à l'intérieur même* de l'Occident. Enfin, troisième caractéristique ; ce sont des guerres très courtes. C'est logique : comme toute la population est mobilisée, la société manque, dysfonctionne : lors de la Première guerre mondiale, ce sont les femmes qui remplacent les hommes dans les usines. Lorsque ce sont des paysans grecs qui vont

faire la guerre, il n'y a pas de semailles, pas de labour, pas de récolte... Donc il faut que ce soient des guerres courtes, rationnelles, on va rechercher une grande efficacité sur le terrain.

C : Est-ce que ça n'est pas en train de changer avec les nouvelles guerres ? On entend souvent que ce sont de plus en plus les civils qui sont tués. Donc cette différence que tu décris est-elle toujours d'actualité ou est-ce du passé ?

Q : Tu as entièrement raison : c'est un des signes qui tendraient à nous faire penser que nous nous dirigeons vers des logiques impériales. Les guerres contemporaines perdent de plus en plus leurs caractéristiques occidentales, et retrouvent celles des empires.

Je m'explique : il n'y a plus de conscription, plus de mobilisation, plus de service militaire – en France, mais c'est une tendance vraiment générale : on va vers une professionnalisation des armées, avec une sophistication des armements. Ce n'est pas donné à tout le monde de conduire un tank et même le travail de fantassin demande maintenant une formation poussée. On voit aussi que ce sont des guerres de plus en plus longues. On pense au Moyen-Orient, des conflits interminables, mais aussi à la « guerre contre le terrorisme » : le « plan Vigipirate » date de 1979...

C : Un peu après, je crois...

Q : Je ne crois pas, l'origine c'est 1979¹. « Guerre contre le terrorisme », mais aussi « guerre contre la drogue », ce sont des guerres qui n'en finissent pas, ça continue, ça continue... Et guerres meurtrières, tu as raison, ce sont de plus en plus des civils qui sont touchés depuis le XX^e siècle.

Tout cela ressemble au schéma impérial et nous reviendrions alors à des affrontements de minorités violentes en guerres incessantes et meurtrières. C'est un des signes qui militent aujourd'hui pour une sortie de l'Occident : nous serions en train de nous extraire du schéma occidental.

C : Il y a quelque chose de contre-intuitif, parce que la Seconde guerre mondiale a été très meurtrière. C'est le point de vue des post-modernes : ces massacres, la Shoah, montrent que la modernité est destructrice. On avait tendance à penser que les guerres auparavant étaient moins meurtrières et que l'industrialisation des guerres avait créé un monstre sans équivalent avant.

Q : C'est à la fois vrai et faux. Le XX^e siècle apparaîtrait, dans notre grille de lecture, comme un siècle de transition. Nous avons vu qu'au sein des empires historiques, il y avait des moments de « pause impériale » où s'instaurait un polycentrisme. On retrouve à l'inverse au sein de l'Occident des *poussées impériales*. Le monde moderne n'est pas absolument *a-impérial* ou *anti-impérial* : il y a des moments de tendances impériales.

1 ... en 1978, suite à deux attentats pro-palestiniens, le secrétariat général de la défense nationale (SGDN) émet une circulaire ministérielle classée « confidentiel défense » qui prévoit une extension considérable des pouvoirs des autorités civiles de police sans se substituer aux autorités militaires. Après l'attentat de la rue Copernic en 1980, il deviendra le plan intergouvernemental « *Pirate* », qui ne cessera de s'étoffer en 1991, 1995, 2003, 2005 puis 2014...

Notamment lors des menées coloniales françaises, portugaises, espagnoles, anglaises : les colonisations ont effectivement été de telles poussées impériales, mais elles n'ont pas donné naissance, réellement, à des empires.

De la même manière, on peut lire le totalitarisme, donc le nazisme mais surtout le bolchevisme, comme des poussées impériales au sein de l'Occident. Les logiques russes et allemandes, à ce moment-là, ont été impériales. Évidemment, là encore, cela n'a pas abouti à des formes-empires achevées. Mais un très grand nombre de signes montraient là aussi *une sortie de l'Occident*, et notamment à travers le nombre de morts, et surtout côté bolchevique, il y avait une indifférence face au nombre de tués, on envoyait au massacre les gens de manière indistincte. Donc il y a des tendances impériales au sein de l'Occident, la Seconde guerre mondiale l'a été à travers les totalitarismes, et la première l'a également été comme l'aboutissement des impérialismes coloniaux européens. Donc on peut voir le XX^e siècle comme le moment où se réenclenchent des logiques impériales. Aujourd'hui, ces tendances seraient plutôt du côté de l'islamisme : lorsque nous le qualifions, en première approche, de totalitarisme, à *Lieux Communs*, nous voulons dire qu'il s'agit d'une poussée impériale¹.

C : Justement, on parlait des guerres pendant la période coloniale. Il y a un chapitre dans la brochure sur « L'idéologie impériale » qui suit celui sur les guerres. Tu y parles de la culpabilité occidentale qui serait une nouvelle idéologie...

Avant, juste une chose : ton approche me fait penser à une sorte de dystopie envisageable. On parle quelquefois d'utopies qui paraissent de plus en plus lointaines, là, tu envisages, bon, pas le pire, mais ce qui pourrait se produire, c'est un exercice difficile d'essayer de voir l'avenir...

Et alors donc d'après toi l'idéologie impériale s'appuie sur une culpabilité occidentale, comme si l'Occident était le seul empire alors que ta thèse c'est précisément de dire l'inverse : l'Occident serait la seule civilisation qui s'oppose vraiment aux logiques impériales. Ma question est peut-être un peu tordue, mais c'est étonnant de voir une idéologie impériale basée sur la culpabilité du Blanc qui s'auto-flagelle parce qu'il aurait été impérialiste, qu'il aurait colonisé l'Afrique...

Q : Bien sûr, c'est un des paradoxes de notre époque, et pas des moindres ! Un empire d'après *Ibn Khaldoun* relu par G. Martinez-Gros a une idéologie. C'est une idéologie qui doit prôner la non-violence puisqu'il a sous sa domination un peuple qui doit uniquement produire donc être désarmé et pacifique – s'il ne l'est plus, il pourrait revendiquer, se révolter, se soulever... Donc le discours impérial doit être pacifiant et non-violent. C'est par exemple le christianisme dans l'empire romain, ou le bouddhisme dans l'empire chinois. Aujourd'hui, l'idéologie qui nous désarme est l'idéologie tiers-mondiste et tu l'as très bien décrite : Nous sommes les Blancs, nous serions impérialistes – c'est le paradoxe – donc nous ne devrions rien faire, et surtout pas la guerre, ne pas affronter les vrais impérialismes, nous devrions rester passifs et pacifiques en regardant ce qui se passe... Et c'est tout à fait logique parce qu'un empire

¹ Cf. « Islamisme, totalitarisme, impérialisme », in *Islamismes, islamogauchisme, islamophobie*, août 2016.

est une entité politique qui prône la paix, la tranquillité puisqu'un véritable empire doit être universel, le seul qui existe véritablement, sans ennemi. C'est le seul État existant, la seule vraie civilisation.

Donc l'idéologie impériale actuelle est le tiers-mondisme, le politiquement correct, la bien-pensance qui excuse en permanence le comportement des non-occidentaux : ils ont raison et le Blanc, l'Occidental, a tort *a priori* et ne doit rien faire. Par contre, en face, tout est possible puisqu'on trouvera systématiquement des excuses et même si possible des raisons de faire qui nous impliquent *nous* : ce sera à cause de nous si les autres sont mauvais ou violents.

C : Dans ce texte, tu cites le livre *Islam, phobie, culpabilité* [de Daniel Sibony, 2013, Odile Jacob], où il est bien montré que c'est une manière de se remettre au centre des choses... Ce ne sont pas les autres qui sont responsables, c'est nous qui avons mal agi : les autres sont déresponsabilisés. Les vrais responsables sont les Blancs et ils doivent le rester jusqu'au bout. Et lorsqu'ils ne sont pas impliqués, ils doivent se remettre au centre. Ça c'est vraiment un ressenti fréquent avec certains tiers-mondistes qui font de *Daech* une faute Occidentale – alors qu'il faudrait remonter loin dans l'histoire ! – et du coup il ne faudrait rien faire... C'est étrange : s'il surgit une autonomie, il faut la soutenir, sinon il ne faudrait rien faire... C'est perturbant psychologiquement... Ce n'est pas pour blâmer certains peuples mais il s'agit de responsabilité : ce sont des sujets politiques et pas simplement des objets des Blancs. Comme si les Blancs faisaient et défaisaient le monde et étaient les seuls à faire de la politique.

Q : Tu as très bien décrit les choses. Pour chaque partie du texte, je m'appuie sur des auteurs particuliers¹ et sur cette question c'est sur le très bon livre de Daniel Sibony qui s'est interrogé en tant que psychanalyste sur cette culpabilité et a créé le terme de « culpabilité narcissique », que je trouve extrêmement éclairant. *Culpabilité narcissique*, ça veut dire que l'on se rend coupable de la faute des autres, ce qui nous rend importants – et comme nous sommes si importants, nous ne pouvons qu'être responsables de la faute des autres... Il y a là, il me semble, le nerf psychologique de l'idéologie impériale. On a un peu de mal à comprendre parce que c'est très pervers : on utilise les autres, ceux qui sont différents – Sibony parle principalement de l'islam – on va excuser la bêtise musulmane, la violence djihadiste, à travers notre culpabilité : nous avons créé la colonisation, nous les avons asservis, nous les avons déportés ici – ce qui est n'importe quoi, mais c'est ce que l'on entend encore – etc. Bref : leur attitude négative est notre faute. Par contre, ce qui est positif chez eux n'est pas de notre responsabilité. Nous prenons sur nous uniquement le négatif ! C'est un narcissisme, vraiment, au sens premier : nous sommes le *centre du monde*. Derrière un discours très tiers-mondiste, très misérabiliste, nous nous maintenons *au centre du monde*. Tu l'as très bien dit : on leur refuse d'être des sujets politiques qui répondent de leur passé, de leur histoire, de

¹ D. Cosandey, *Le secret de l'Occident* ([1997], Flammarion, 2007) et V. D. Hanson, *Carnage et culture* (Flammarion, 2002) pour les deux précédentes.

leurs actes, de leur volonté, de leur projet, etc. Pour le coup, il y a une sorte de continuité coloniale : c'est le mythe du bon sauvage. Et s'il est mauvais, c'est à cause du Blanc qui l'a corrompu. Là on voit bien le ressort fondamental de l'idéologie.

C : Alors le chapitre suivant, c'est « *Empire et réalité multiculturelle* ». Effectivement, l'empire est tellement immense qu'il est forcément multiculturel, et tu essaies de voir les choses communes entre l'époque de l'empire ottoman et l'époque actuelle...

Q : Tout à fait. Le multiculturalisme n'est pas abordé directement par *Ibn Khaldoun*, et G. Martinez-Gros ne fait que l'évoquer. Mais c'est un phénomène massif sur lequel nous, libertaires, nous butons : nous ne savons pas comment le comprendre. Nous sommes habitués à un peuple uni – je parle de la mythologie, là – uni contre l'oppression et les puissants. Et là nous voyons un phénomène fondamentalement nouveau en France, qui s'est instauré depuis dix ou quinze ans de manière massive et est un multiculturalisme *de fait*. Il bouscule les schémas, demande à être interprété et je pense qu'il ne peut l'être qu'à travers la logique impériale, précisément.

Tu l'as dit : un empire ne peut qu'être multiculturel parce qu'il embrasse une grande étendue de territoires habités par des peuples différents et qu'il les régente tous. Mais il l'est aussi parce que régulièrement des tribus l'infiltrèrent et prennent le pouvoir. Donc la logique impériale crée une séparation absolue, en tout cas très nette, entre les dominants, l'État, et les populations – on voit que c'est le contraire exact d'une démocratie. Et cette séparation est ethnique, voire religieuse. Mais on a vu que les dynasties s'affaiblissaient dans l'empire, perdaient leur propre violence et étaient remplacées par d'autres. Donc il y a aussi une création continue de multiculturalisme à l'intérieur de l'empire. Autre aspect : le multiculturalisme crée une population émiettée, fragmentée, divisée en cultures, en ethnies, en religions, en langues, etc. Donc c'est une population qui ne peut pas s'unir pour faire ce que l'on appelait une *révolution*... Ce n'est pas possible, c'est impensable dans un empire. Il peut y avoir un soulèvement d'une partie du peuple, d'une communauté qui formerait une marge intérieure qui prendra le pouvoir : ça c'est possible, que des marges se créent à l'intérieur de l'empire, c'est ce que l'on voit ici en banlieue, notamment. Ou, nous en reparlerons, en Amérique du Sud, les narco-trafiquants.

Donc il y a un multiculturalisme *de fait* qui se maintient grâce à l'idéologie impériale qui promeut la paix civile, le « vivre-ensemble »... Aujourd'hui, ce multiculturalisme découle d'une immigration qui n'est plus contrôlée et qui a changé de nature. On ne devrait plus parler d'immigration et d'ailleurs on ne parle plus d'« immigrés », on parle de « *migrants* » et à mon avis à raison. Parce que le phénomène d'immigration était très précis : entre le milieu du XIX^e siècle et la fin du XX^e siècle, il y a eu une série de mouvements de populations qui avaient un début et une fin, qui étaient limités, avec un processus d'assimilation au pays d'accueil. On a ainsi vu les Belges, les Russes, les Italiens, les Portugais, les Espagnols, etc., et on a vu aussi des Maghrébins et des Africains, et tous s'intégraient. Depuis les années 70-80, et c'est maintenant très net, on a un phé-

nomène différent : les mouvements de populations ne sont plus limités dans le temps, il y a un début, mais on ne voit plus de fin. Ce sont des mouvements absolument massifs et il n'y a plus d'assimilation¹. Donc il y a eu la création d'un multiculturalisme de fait à l'intérieur des populations locales, autochtones, productives. Et ça c'est une condition de la vie de l'empire.

C : Est-ce que ce n'était pas déjà le cas dans les pays anglo-saxons, qui sont déjà plus multiculturels à la base ? Je pense aux États-Unis où il y a encore des Irlandais, alors que ça fait déjà cinq-six générations... Il y a des bouts de peuples qui sont rassemblés, mais il n'y a pas d'intégration puisqu'à la base les natifs sont les Amérindiens qui ont été exterminés...

Q : Le cas des États-Unis est très particulier parce qu'ils sont basés sur ce modèle anglo-saxon, mais finalement il y a moins de sécessions communautaires là-bas qu'ici... C'est un paradoxe. Lors du moindre événement, tout le monde chante l'hymne américain et est fier d'être américain. Ici... Même les Français de souche ne sont pas fiers d'être français... Donc même si les politiques ont été différentes entre les pays continentaux et les pays anglo-saxons, finalement, on arrive à un résultat similaire. C'est un argument pour l'empire : il semblerait que le monde entier soit soumis à cette logique-là. Donc c'est d'un autre ressort que les décisions nationales, c'est un phénomène mondial de sécession interne. Avec la création de multiples sous-cultures... Là je m'appuie sur travaux de Hugues Lagrange, extrêmement bons, sur le *Déni des cultures* [Seuil, 2010] où il décrit une gauche qui, derrière ses bons sentiments et son idéologie impériale vantant l'indiscrimination, l'indifférence, le *color blind*, a accompagné la recréation de différences culturelles. Des immigrés maliens, surtout lorsqu'il y a rassemblements familiaux, recréent une sous-culture qui leur est propre, et même chose à propos des Maghrébins, des Turcs, des Asiatiques, etc. Donc on va vers une fragmentation des territoires et dans une logique impériale, c'est dans l'ordre des choses, c'est tout à fait normal. Là on voit bien que l'on quitte – et cela nous interpelle très fortement, nous, libertaires – on quitte les rives de l'Occident : nous ne sommes plus du tout dans la perspective d'un peuple qui parlerait la même langue, uni par une conscience de classe, par une culture, des expériences communes, etc. On va plutôt vers un éclatement et c'est très concret, c'est dans nos villes, nos quartiers, un éclatement des références. Et des voisins avec lesquels nous sommes étrangers. Il y a quarante ans, on parlait d'une « société d'étrangers » en parlant de la massification, de l'anonymat des villes ; aujourd'hui, ce n'est plus une image. À Paris, on peut marcher une heure sans entendre parler français – ce n'est pas qu'il n'y a plus de Français, mais ils ne sont pas au téléphone ou ils sont seuls. Par contre on entend de l'arabe, de l'ourdou, du bambara, de l'anglais, de l'allemand, du mandarin...

C : Le chapitre suivant « Empire et mécanismes capitalistes », c'est un autre sujet, évoque le capitalisme comme un frein à l'impérialisme. Comme on l'a vu, c'est vraiment l'inverse de l'approche léniniste...

¹ Cf. Brochure *La fin de l'immigration*, mars 2020.

Q : Oui. Mais avant : le lien avec le point précédent est assez clair parce que le multiculturalisme a lieu dans les villes, il reste marginal dans les campagnes. C'est aussi normal parce que dans l'ordre impérial, il y a une différence très claire entre la ville impériale et les campagnes. En gros, et là je m'appuie sur les travaux de Christophe Guilluy qui le montre très bien¹, il y a un découpage du territoire entre la métropole multiculturelle, festive et surtout bassin d'emploi, et les campagnes paupérisées, abandonnées à elles-mêmes, même si elles représentent la majorité de la population. Donc, on a là un mécanisme capitaliste étonnant qui ne répond plus aux grandes orientations des derniers siècles.

C'est notamment parce qu'on s'achemine vers un capitalisme de type rentier – là, je m'appuie sur les travaux de Thomas Piketty, assez connus², qui ont tracé les évolutions économiques globales sur le long terme – mais aussi vers un capitalisme avec de très très grandes différences de revenus, une augmentation considérable des inégalités. Jusqu'ici, et c'est un effet du grand mouvement ouvrier depuis deux ou trois siècles en Occident, on tendait à une égalisation, à une réduction des inégalités. Là, le processus inégalitaire redémarre, ici encore depuis le tournant 80-90, avec une explosion des inégalités. On reprend donc une vieille logique impériale où il n'existe aucun frein à l'accumulation puisqu'il n'y a pas de contestation qui permettrait de faire contrepoids.

De la même manière, le caractère rentier que j'ai évoqué : ce n'est plus le travail qui paie, si j'ose dire, même s'il y a toujours des cadres qui s'enrichissent, mais on revient à une logique où ce sont les investissements, les rentes, les royalties, les dividendes qui ramènent de l'argent.

Autre tendance du capitalisme contemporain, l'intervention croissante de l'État : l'État est de plus en plus présent dans l'économie en tant qu'employeur, que banquier, que pourvoyeur de capitaux, son poids est croissant au fil du temps³.

Dans un monde impérial, qui n'est pas un monde capitaliste, qui ne connaît pas de mécanismes capitalistes, c'est l'État qui est au centre, c'est lui qui accumule l'argent. Alors que dans le capitalisme la richesse est générée par la base, l'initiative des gens, des artisans au départ qui créent des fabriques, des manufactures puis des usines. Ce sont eux qui accumulent. Dans l'Empire c'est l'État qui, à travers le prélèvement de l'impôt, accumule et redistribue en fonction de ses intérêts et des progrès qu'il veut voir développer.

C : Est-ce que ce n'est pas ce qu'avait développé Marx, que le capitalisme irait toujours dans la direction de l'accumulation et de la concentration des moyens de production ? Est-ce que ce n'est pas toujours de cette façon-là que fonctionne le capitalisme ?

1 *Fractures françaises*, Flammarion, 2010.

2 *Le capital au XXI^e siècle*, Seuil 2013.

3 Trait considérablement accentué par la pandémie de Covid-19, cf. brochures n° 26 et 26 bis, *Écologie, pandémie & démocratie directe*, mai 2020.

Q : Attention : pour Marx, le capitalisme, ce n'est pas l'État ; le Capital, ce n'est pas l'État. Alors que pour *Ibn Khaldoun*, le Capital, c'est l'État. L'État est La banque, c'est le seul acteur économique réel. Alors que pour Marx ce sont les entreprises, et la logique anonyme du Capital. Il y a une vraie contradiction et nous ne sommes pas du tout dans le même monde. Le monde de Marx, le monde du capitalisme, est un monde où l'économie est indépendante de la politique et de l'État. C'est la politique qui se met au service de l'économie, c'est même la critique classique que le monde politique comme paravent, acteur, marionnette du « Grand Capital ». Dans le monde de l'empire, on est dans le contraire absolu : c'est le politique qui décide de tout. C'est ce qu'on a retrouvé dans le totalitarisme, ce vers quoi a tendu le bolchevisme.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas du tout dans ce schéma-là, mais il existe des tendances : un poids accru de l'État, une augmentation des inégalités. Et aussi une baisse de la croissance : on renoue avec des taux de croissance très bas, presque de types impériaux. Un empire a très très peu de croissance, à l'inverse des 2 % de croissance que l'Occident a connu depuis cent ou deux cents ans, mais qui sont derrière nous, c'est fini, on sait que c'est derrière nous : nous sommes en train de retourner à une économie à très faible taux de croissance. Donc ici encore, on a une accumulation de caractéristiques économiques qui évoquent des traits impériaux.

C : Cette question de la croissance, ça fait penser à la fin annoncée du pétrole, alors que c'est une manne irremplaçable dans notre économie. Tu as un chapitre sur « *Empire et écologie* ». On peut dire qu'il y a eu une première période industrielle marquée par le charbon, une seconde par le pétrole, et la fin de ces ressources amènerait une nouvelle ère qui nous rapprocherait des empires tels qu'on les a connus bien avant notre époque.

Q : Oui, absolument. Une des caractéristiques de l'Occident est d'être arrivé, par l'intermédiaire d'une créativité technique, à utiliser une source d'énergie majeure, qui avait toujours été là : le charbon, le gaz, le pétrole. Cela a été à l'origine d'énormément de progrès matériels et de nos sociétés telles qu'elles existent aujourd'hui. Même l'agriculture est sous perfusion de carbone, qu'il s'agisse des engrais, du machinisme, etc. Tout est sous perfusion, notamment de pétrole, et on sait que c'est une manne épuisable. On ne va pas jouer le jeu des prévisions – on s'est trompés plusieurs fois, on découvre de nouveaux gisements régulièrement – mais, de toute façon, avec une démographie mondiale qui augmente, nous avons une ressource épuisable et qui va être épuisée. Donc il y aura un changement de civilisation dans les décennies qui viennent. On fixe généralement la moitié du XXI^e siècle comme un moment charnière, un point de bascule, en gros. Changement de société mais changement de civilisation parce qu'on sait que la transition énergétique est un slogan que l'on vend mais qui est totalement hasardeux : elle ne se fera pas comme on l'imagine et, de toute façon, nous sommes incapables de la faire à consommation constante. On consommera moins, de toute manière. Et une société qui consomme de moins en moins, on ne connaît pas : nous vivons dans des sociétés qui consomment de plus en plus, décennie après décennie,

depuis que l'Occident est l'Occident. Donc il se profile un changement majeur dans la civilisation occidentale, même du point de vue de ses soubassements matériels. Bien sûr, on ne peut pas dire que cela annonce l'empire, mais cela provoquera de grands bouleversements.

Alors on peut aller un peu plus loin, c'est ce que je fais dans la brochure : il faudra se fonder sur des types d'énergies fluides et plus de stock comme le pétrole ou le charbon. Ce sera l'énergie solaire, hydraulique, géothermique, éolienne, qu'on ne peut pas mettre en réserve. Donc il faudra développer des formes de répartition extrêmement différentes. Et on a vu que dans l'histoire les grands empires étaient nés le long des grands fleuves, le Gange, le Nil, le Tigre, l'Euphrate, etc. parce qu'un État centralisateur est nécessaire pour organiser, répartir, réguler une énergie de flux, ici hydraulique. Je tente un parallèle : il est possible que l'on renoue avec des logiques impériales à travers le type d'énergie que l'on utilisera.

C : Alors en fait, dans ton texte, il y a toute cette première partie, les « Recoupe-ments » où tu pointes les similitudes entre les évolutions contemporaines et le monde des empires et tu continues dans la partie « Autres dimensions ». On ne va pas toutes les faire parce que l'émission arrive à son terme... Mais il y a une section sur l'évolution des langues et tout à l'heure tu évoquais le fait de déambuler dans Paris sans entendre parler français : tu crois que ça existait dans les empires perse, ottoman, chinois... ?

Q : Ça recoupe effectivement ce que je disais à propos du multiculturalisme : un empire est nécessairement multiculturel donc multilingue, un empire parle plusieurs langues. Il y a les langues de la base, on a vu les différentes communautés qui parlent des langues différentes les unes des autres, et il y a l'État qui parle une autre langue que la population. C'est ce qu'on retrouve un peu aujourd'hui avec l'arabe littéral, parlé par l'élite, et l'arabe du peuple, l'algérien, le marocain, le tunisien, l'égyptien, etc. Il me semble que c'est ce qu'on est en train de retrouver en Occident : d'abord les langues nationales se perdent. On voit bien que la richesse des langues disparaît, la langue du peuple n'a plus du tout la texture et l'épaisseur qu'elle a pu avoir. Ce n'est plus aujourd'hui qu'un code permettant la communication. Et en parallèle, on voit renaître une multitude de langues locales, aussi bien du côté des régionalismes que du côté des langues d'importation, et des hybridations. Cela fait que, de plus en plus, lorsqu'on parle à quelqu'un dans la rue, on peut voir son niveau social, mais en plus son origine et son degré de maîtrise de la langue française. Rien qu'à l'oreille, on identifie la personne, sa position et sa trajectoire. Ça c'est une chose qui réapparaît massivement parce qu'auparavant la tendance était à l'intégration du français et à la disparition des langues régionales, on pouvait s'en désoler, mais...

C : Oui, mais cela a toujours existé. On pouvait distinguer l'immigré breton qui parlait mal mais son objectif dans la vie était de maîtriser le français pour accéder à un niveau universel de français qui lui permette de s'intégrer dans la société parisienne, par exemple. Là ce qui change, on en parlait hors antenne, c'est que les

communautés peuvent rester des générations en parlant mal français parce qu'ils s'identifient à autre chose et leur but n'est pas de s'intégrer à cette société, il n'y a plus d'universalité souhaitée sur le territoire.

Q : C'est ça : il n'y a plus d'identification, de pôle identificatoire.

C : Il n'y a plus de commun...

Q : Il n'y a plus de commun, exactement, il disparaît tendanciellement. Même le français de souche, le français de base a du mal à trouver un modèle identificatoire. On le voit chez les jeunes, par exemple ; il y a une généralisation du mode d'expression « banlieue », dans tous les milieux. Par exemple, lorsqu'ils prennent des photos, ils font les signes des gangs américains avec les doigts, ils prennent facilement l'accent du « 9-3 », etc. Il y a donc une reconnaissance du « parler différent » en tant que nouveau modèle. Le français classique est en déliquescence, il se défait. Toutes les grandes langues nationales sont en train de devenir des langues de pure communication, sans richesses. Il y a donc une inversion des processus historiques.

C : Le français reste quand même la langue de l'élite : le français bien parlé, l'orthographe, la grammaire, restent un marqueur de classe.

Q : Bien sûr. Et ça ne peut que s'accentuer. Il y a un passage dans la brochure sur l'éducation : la dégradation actuelle de l'éducation participe à ce processus de différenciation entre classes sociales mais aussi entre ethnies : on renvoie de plus en plus l'individu à son origine à la fois sociale, ethnique et religieuse, sous prétexte de tolérance et de « vivre ensemble », du « respect » de tout le monde et de chacun. On sanctifie la « différence », donc le déterminisme social et culturel. Il y a donc une dégradation généralisée qui aboutit à un éclatement d'une unité qui auparavant arrivait à souder un peuple en une seule entité, malgré des différences internes, des dialectes locaux, etc.

C : On arrive au terme de l'émission... Il y avait beaucoup d'autres dimensions, je ne peux que renvoyer à la brochure qui est disponible dans les bonnes librairies. Alors comme début de conclusion, tu évoques des « *Contre-tendances* ». Tu décris une dystopie envisageable, un cauchemar qui risque d'arriver, mais il y a quelques espoirs, et c'est intéressant de les noter. C'est ce que tu fais en fin de brochure.

Q : Oui, c'est une partie importante parce que tout au long du texte, qui est relativement important, j'argumente en faveur de la tendance impériale : il y a une multitude de signes qui pointent vers le schéma d'*Ibn Khaldoun*. Mais comme le titre l'indique, c'est un *horizon*, ce n'est pas une certitude non plus. Ce n'est pas non plus une dystopie, je ne suis pas tellement d'accord avec le terme... C'est un horizon possible. Il est *possible* que nous allions dans cette direction-là. Il y en a d'autres, mais celle-ci est très attirante. D'après moi nous nous dirigeons vers elle...

C : Nous avons déjà commencé le voyage...

Q : C'est ça : le voyage a déjà commencé. De manière assez hétérogène : il y a des secteurs de la société où l'évolution est bien plus avancée que dans d'autres, mais la direction est prise.

Ceci dit, le but du texte n'est pas d'imposer un point de vue ou uniquement de militer en faveur de cette hypothèse mais de donner à penser. Donc je finis le texte en listant des « contre-tendances » pour montrer que ce n'est pas joué, qu'il y a des choses qui résistent. Je vois quatre « verrous » – j'appelle verrous ces processus qui empêchent la société actuelle, sociétés occidentales mais aussi sociétés mondiales, de se diriger vers le modèle impérial.

Le premier c'est l'écologie. En gros, tant qu'il y aura du pétrole, du gaz puis du charbon, dans l'ordre, on peut penser que le modèle occidental va se maintenir, *grosso modo*. En tout cas, il n'y aura pas de grands basculements tant que le soubassement matériel, énergétique, existera pour les mécanismes capitalistes.

Deuxième élément, la question du capitalisme. On a vu qu'il montrait aujourd'hui des tendances impériales, mais globalement il semblerait, d'après ce qu'on sait, que ses mécanismes résistent encore et s'opposent à l'empire. Tant qu'il y aura une réelle créativité entrepreneuriale, je pense notamment aux petites entreprises, PME-PMI, lesquelles « font » vraiment du capitalisme productif en opposition à la financiarisation de l'économie qui est vraiment dans la rente, dans la mondialisation, dans la destruction, bref, tant que la « base » des mécanismes capitalistes tiendra, il y a peu de chance que l'on bascule dans l'empire. C'est le deuxième verrou. C'est peut-être un peu étonnant puisque notre famille politique fait du capitalisme un mal absolu, mais il semblerait, puisque c'est une véritable création occidentale, qu'il constitue une réelle résistance à l'empire.

Troisième verrou que je verrais, c'est le verrou géopolitique. Autant on voit bien les tendances sociologiques ou historiques, globales, vers l'empire, autant géopolitiquement, on sait pas trop la forme que l'empire pourrait prendre. On voit bien que l'Europe pacifiée est menacée par le monde musulman, violent, qui est en train de s'effondrer, comme une grande partie de l'Afrique et du Moyen-Orient. Du côté des États-Unis, ce serait plutôt tout le sous-continent latino qui serait pourvoyeur de tribus violentes. Vers l'Australie, ce serait son versant nord, à la fois asiatique et musulman, mais du côté chinois, on ne voit pas tellement ce que seraient les marges menaçantes – il y a le Xinjiang, mais qui est vraiment très minoritaire – et pas plus du côté du Japon. Donc sur le plan géopolitique on ne voit pas l'émergence d'un pôle impérial unique. Alors on peut imaginer, c'est une hypothèse que je pose dans le texte, un archipel de métropoles ; Los Angeles, Pékin, New York, New Delhi, Tokyo...

C : C'est un polycentrisme, quelque part...

Q : Aujourd'hui, oui. Dans cette hypothèse, il y aurait unification de ces métropoles formant un continuum avec disparition des frontières étatiques, mais ça reste vraiment hypothétique. En tout cas, pour finir là-dessus, on ne sait pas trop la forme que pourrait prendre un empire mondial... On voit bien que la Turquie joue un jeu impérial, la Russie aussi de son côté, en partie la Chine...

C : L'Iran aussi...

Q : Oui, l'Iran, mais c'est extrêmement limité parce qu'il est contenu par le sunnisme de tous les côtés... Donc on ne sait pas. Il faudrait un bouleversement géopolitique, imprévisible pour l'instant.

Quatrième verrou, beaucoup plus intéressant de notre point de vue, c'est le verrou populaire. Les gens, les petites gens, la population en Occident en général n'est pas prête du tout à admettre l'empire. Il y a certes des choses qui pointent : il y a l'indifférence, il y a l'apathie politique... Mais il y a énormément de phénomènes, comme le multiculturalisme, qui ont du mal à passer. La mutation du capitalisme, c'est-à-dire l'explosion des inégalités, a également du mal à passer, la paupérisation généralisée aussi ; l'arbitraire de l'État n'est toujours pas admis, etc. Beaucoup de réflexes ont été emmagasinés durant la modernité qui demeurent et forment une résistance anthropologique de la part des gens. Concrètement, c'est à la fois les mouvements sociaux, à la fois le sens du travail, à la fois le sentiment de justice... Toutes ces choses-là se matérialisent à travers des luttes sociales mais aussi et surtout des actes de tous les jours et font barrage, font obstacle aux tendances impériales.

C : **Voilà, on va finir sur une conclusion faussement optimiste...**

Q : ...non, non, ce n'est pas fausement...

C : **...quand même on est loin de l'utopie... En tout cas celle imaginée par C. Castoriadis ou les libertaires...**

Q : On en est très loin. Mais il faut admettre que le mouvement ouvrier a disparu aujourd'hui, même s'il reste de multiples traces de ce que C. Castoriadis appelait le projet d'autonomie, qui restent en partie vivantes mais sont très ténues. Alors on peut s'y accrocher, il faut s'y accrocher, on s'y accroche et c'est au nom de ce projet d'autonomie que je fais ce que je fais. Mais il faut aussi admettre qu'il y a beaucoup, et de plus en plus, de choses de la réalité qui nous contredisent et même qu'on ne comprend plus. Alors peut-être, c'est le pari fondamental de mon travail, qu'en comprenant ce qui se passe, en nommant les processus qui se déroulent – et je pose l'hypothèse que ce sont des processus *impériaux* – nous pourrions arriver à dégager la cohérence de ce qui nous arrive pour y apporter une résistance et une réponse efficaces.

Les gilets jaunes face à l'empire

Les idées exposées ici avaient été évoquées dans les conclusions des deux textes « L'horizon impérial » (mars 2018)¹ et « Gilets jaunes et démocratie directe » (décembre 2018)² auxquels on se référera. Elles ont également été présentées dans l'émission « Offensive Sonore : Gilets jaunes III » (février 2018) sur Radio Libertaire puis résumées lors de la soirée-débat de novembre 2019 à la librairie parisienne La lucarne des écrivains. Texte mis en ligne en décembre 2019.

Un an après le mouvement des gilets jaunes, et alors que la colère ne semble que suspendue, il est frappant de constater la pauvreté des analyses courantes, lorsqu'elles existent seulement... Cela va de pair avec l'ahurissant « retour à la normale » auquel nous assistons – normalité qui n'est en réalité qu'inertie masquant ou contenant des bouleversements historiques multiples. Bref, ce mouvement reste encore largement à comprendre, quelle que soit l'échelle considérée, et l'on va voir que l'on en est encore loin...

Auparavant, une petite précision, que l'on pourrait dire méthodologique : le point de vue exprimé ici est celui de partisans de la démocratie directe, avec toute l'ouverture et l'indétermination que cela implique. Cela veut dire, plus concrètement, qu'il s'agit d'abord de comprendre le mouvement des gens, pas de plaquer des slogans sur une réalité complexe, *qu'elle nous plaise ou non*. Et c'est bien la posture pratique adoptée sur le terrain, une implication critique, loin du « point de vue de Sirius » comme des aveuglements des militants volontaristes. Dans le même élan, cela permettrait peut-être de donner des éléments susceptibles d'infléchir le cours des choses. Banalités, certes, mais dont on va voir qu'elles ne sont pas superflues.

La récupération du mouvement par le gauchisme

Préliminaires à l'analyse en guise d'aseptie, en quelque sorte, pour savoir de quoi l'on parle et sans quoi tout ce qui va suivre sera rigoureusement incompréhensible : le mouvement des gilets jaunes a été récupéré par la gauche militante et médiatique – *récupéré et tué*. La chose est transparente à tous ceux qui ne sont pas de « gauche », c'est-à-dire les gens pour qui la manipulation des personnes, le travestissement des événements, le déni des réalités et la falsification des mots et des idées ne constituent pas l'essentiel de leur activité politique. Tout le monde a vu cet OVNI politique jaune surgi de nulle part se transformer, au fil des semaines, en un mouvement social simplement un peu plus dur et long que les autres, un peu plus indiscipliné...

Cela s'est fait par une sorte d'entente tacite entre tous les organes de pouvoir – et cela est totalement explicable : en s'auto-organisant et en refusant tout chapeautage organisationnel, les gilets jaunes mettaient à mal la totalité des structures censées

1 *Op. cit.*

2 Cf. brochures *Le mouvement des gilets jaunes*, n° 24 & 24 bis, décembre 2018 – juin 2019.

représenter le peuple : ministres et députés, maires et conseillers, mais aussi partis, syndicats, associations, groupuscules, revues, intellectuels et *tutti quanti*. En termes plus psychosociologiques, c'est tout l'instituté, l'ensemble des hiérarchies institutionnelles, qui s'est mobilisé pour neutraliser l'instituant, les forces jaillissantes, et le rendre équivalent aux formes sociales déjà admises. Les gilets jaunes avaient pour eux la grande majorité de la population mais contre eux *toutes* les institutions en place... Cela en dit long sur l'état du pays et la légitimité de l'État, ses relais, ses réseaux et ses opposants complémentaires. Trois secteurs se sont particulièrement distingués dans ce processus de récupération en se partageant le travail : les gauchistes, les médias et le gouvernement, chacun retrouvant ainsi ses marques, permettant de traiter l'événement selon des lignes connues, donc de le neutraliser, d'en escamoter la dimension novatrice, créatrice, dérangeante.

La narration précise de ce processus reste à faire, mais il a été spectaculaire par exemple concernant les modes d'action : très rapidement, la palette extrêmement large des premières semaines (blocages, filtrages, sabotages, occupations, actions directes, etc.), par nature incontrôlable, s'est vue réduite à une seule composante, les manifestations ritualisées du samedi, les fameux « Actes », eux-mêmes résumés aux affrontements violents, terrain de prédilection de l'État et de ses supplétifs insurrectionnalistes.

Même chose concernant les revendications, les mots d'ordre, les slogans, les pancartes ou banderoles : d'un soulèvement de la « France périphérique » contre l'élite médiatico-politique des métropoles qui l'avait rendue, depuis 40 ans, infiniment méprisable puis invisible – d'où le gilet fluo –, on est arrivé à la reprise pure et simple des *mantras* gauchistes que sont le pouvoir d'achat et le rétablissement de l'ISF. Non que cette dimension ait été absente, loin de là, mais d'une part le mouvement initial incarnait une réaction globalement anti-fiscale – ce qui n'est pas vraiment « de gauche » – et d'autre part, elle était prise dans le « ras-le-bol » infiniment plus général d'un peuple qui ne se reconnaît plus dans la direction prise par sa société et le sort qui lui est fait. Les manifestations du début, exceptionnellement et miraculeusement « populaires », « à mains nues » en quelque sorte, avec des cris de colère, de rage, des silences, des applaudissements, des discussions partout et des têtes inhabituelles, sans parcours ni déclarations, ont laissé place aux classiques cortèges avec banderoles convenues, slogans ressassés, chants plaqués, voire sonos et mégaphones, autocollants partisans, *black blocs*, etc. La France Insoumise, la CGT, etc. commençaient à s'y sentir comme chez eux...

Autre élément, plus sociologique : le décalage, évident à qui voulait voir, entre les populations qui peuplaient les ronds-points et les participants aux assemblées et aux réunions¹. Le rond-point, c'était vraiment une idée populaire, qui rassemble quiconque est prêt à s'y rendre, c'est un bistrot en plein air. On sait parfaitement que des assemblées, c'est une tout autre ambiance ; y prendre la parole est toute une aventure faite de rituels, de codes sociaux, de talents, de capital culturel, etc. Et, neuf fois sur dix, ceux qui y excellent sont ceux qui y sont habitués, les gens plutôt urbains, culturel-

1 Voir « Les gilets jaunes entre le bistrot et le parti » in *Le mouvement des gilets jaunes*, n° 24 bis, *op. cit.*

lement plus légitimes, politisés à gauche, etc. Décalage similaire entre les participants aux assemblées et leurs « organisateurs », et *idem* entre ceux-ci et les délégués envoyés aux « assemblées des assemblées »... Il y a là un étiolement spontané, et nullement contrarié par les opportunistes, qui reproduit la coupure entre les militants et le *vulgus pecum*. Et on en arrive à des pseudo-« déclarations nationales » qui font du mouvement des gilets jaunes un mouvement anticapitaliste, parasyndical, luttant contre l'homophobie, le racisme, le sexisme – on imagine qu'ils se sont retenus pour ne pas utiliser la célèbre « écriture inclusive »¹... Partout les assemblées de Gilets jaunes se sont vidées au rythme de l'imposition de cette camisole idéologique, et les bureaucrates militants ont fini par y supplanter les militants de bases, eux-mêmes ayant remplacé les simples sympathisants de gauche. Les manifestations semblent alors avoir joué le rôle de défouloir² – puis les élections européennes où la gauche s'est effondrée...

Je ne sors pas tout cela de mon chapeau : il suffit de discuter avec n'importe quel militant gauchiste de base pour qu'il se félicite de lui-même d'avoir « chassé les *fachos* » hors du mouvement – je ne parle pas de ces gauchistes *au carré*, motivés par une puissante haine de classe, pour qui, à l'inverse, les gilets jaunes sont restés intrinsèquement « *fachos* » et, par contamination, tous ceux qui ont fricoté avec eux... Les « *fachos* », pour précision à destination des gens normaux, ce sont tous ceux qui émettent des réserves sur les dogmes du gauchisme culturel ministériel ou militant ; par exemple, si vous doutez de l'indiscutable probité ou du professionnalisme légendaire des fonctionnaires, ou si vous pensez que l'immigration est un sujet de discussion, que la PMA n'est pas une évidence, qu'on peut envisager une sortie de l'Union européenne, que l'islam ne répand pas toujours la paix et l'amour là où il fleurit ou encore que le bilan de la gauche historique n'est pas brillant, vous vous désignez *ipso facto* comme suspect... Donc pour tous ces militants gauchistes, discuter, échanger des arguments n'est pas un moyen de l'intelligence collective ; c'est seulement un passage obligé pour imposer ses vues. Pour cette engeance, il ne s'agit pas d'instaurer une démocratie directe mais bien de faire passer leur ligne idéologique – prétendument intangible. D'ailleurs, c'est assez drôle – il vaut mieux en rire – pour ceux qui ont suivi les déclarations gauchisantes depuis le début, l'évolution est grotesque : autour du 17 novembre, on crie au populisme, au poujadisme, au fascisme. Peu après, fin novembre, on admet qu'il n'y a pas que des « *fachos* », mais aussi des « *gens à nous* » (électeurs de base France Insoumise, encartés CGT, etc.) qu'il faut quand même soutenir. Puis qu'il faut y aller pour chasser les « *fachos* » (décembre) et rééduquer les déviants, et enfin, depuis peu, que les gilets jaunes n'ont jamais rien eu à voir avec les « *fachos* » : c'est une invention du gouvernement et des médias pour discréditer le plus beau mouvement social depuis Mai 68... Arrêtez-vous, relisez et admirez, comme dirait l'autre.

Vous me direz : d'accord, mais ce n'est pas ça qui a tué le mouvement, c'est la répression policière, les arrestations, les condamnations, les blessés plus ou moins graves et la terreur que tout cela a engendré. Il y aurait beaucoup de choses à en dire,

1 Voir « Putsch gauchiste à Commercy » in *Le mouvement des gilets jaunes*, n° 24 bis, *op. cit.*

2 Voir « Les gilets jaunes et les millénaristes » in *Le mouvement des gilets jaunes*, n° 24 bis, *op. cit.*

nous en avons parlé ailleurs¹, et j'y reviendrai par la suite. En termes factuels, disons tout de suite que – pour autant que l'on puisse se fier aux chiffres – la courbe de participation du samedi a décliné avant même le déploiement quasi militaire de début décembre et est même remontée significativement durant janvier, alors même que les premières mutilations commençaient à être médiatisées. Ceci étant, il est clair que la répression a bien entendu joué un rôle, mais tout autant que l'absence de perspectives pratiques – dont personne ne parle – et, pour l'un comme pour l'autre, l'entrisme gauchiste est très loin d'être innocent. Quoi qu'il en soit, ce pseudo« bilan » du mouvement, qui semble arranger tout le monde et pour cause, n'apporte strictement rien ; on ne peut en tirer aucune leçon sinon qu'il faudrait alors se constituer, une prochaine fois, en véritable armée avec une organisation *ad hoc* et un état-major – et je n'apprendrai rien à personne en disant qu'il s'agit là d'un des fantasmes fondateurs de nos « révolutionnaires » assermentés.

Bref, le mouvement des gilets jaunes tel qu'il a surgi n'était certainement pas un mouvement « de gauche » — et pas plus de « droite ». Reste à essayer de comprendre ce qu'il était, ce qu'il portait en germe et qui ne pourra que rejaillir, d'une manière ou d'une autre, dans l'avenir.

Première approche : un mouvement conservateur pour le progrès

À parcourir les revendications « officielles » ou recueillies ici ou là, et à entendre les gens s'exprimer spontanément ou à les lire sur les « réseaux sociaux », et à voir le plaisir qu'ils avaient à se réunir dans le froid sur les ronds-points, il était clair qu'ils vivaient une dégradation de leurs situations, dans tous les domaines, et que cela leur était insupportable – nous étions nombreux à en être. L'avenir qu'ils appelaient n'était pas tissé d'utopies ou de projets de société : il était fait d'une *amélioration de leur condition* qui était, pour une bonne part, de simple bon sens et faisait référence à un passé proche, connu plus jeune ou relaté par les parents et grands-parents. Si les gens rassemblés sur les ronds-points peuvent être qualifiés de « révolutionnaires », c'est donc en un sens tout différent : ils ne souhaitaient renverser Macron et sa clique que pour en revenir à une situation antérieure, un *statu quo ante* qui leur paraissait meilleur, et il leur était évident que le clan au pouvoir accélérât son éloignement. Cette position, au fond, n'a rien d'original : tous les mouvements sociaux depuis plus de quarante ans n'ont jamais visé que le retrait d'une mesure ou d'une loi et les projets positifs qui en émanent éventuellement n'évoquent finalement qu'un retour au temps d'une meilleure « répartition des richesses », c'est-à-dire du *mythe moderne des Trente Glorieuses*.

Réactions viscérales contre la disparition d'un monde

Que réclamaient les gilets jaunes ? Cet univers de l'après-guerre, à la fois réalité vécue et légende dorée, vu comme un monde fait de recul de la pauvreté, d'ascension sociale, d'augmentation graduelle du niveau de vie, de travail qui paie, de capitalisme régulé, de solidarité nationale, d'État juste et protecteur, de paix civile assurée, de

¹ Voir « Tentations révolutionnaires et risque de chaos » et « Gilets jaunes : la violence et l'impasse », in *Le mouvement des gilets jaunes*, n° 24 & 24 bis, *op. cit.*

frontières fermées, d'immigration discrète, d'identité collective affirmée, de France rayonnante, d'enfants éduqués, de famille stable, d'élus responsables, de corruption marginale, d'autorité juste, de vie sociale dense, de fierté au travail, d'énergie abondante, de campagnes modernes, de villes en développement, de lendemains sûrs, d'avenir prometteur, de futur assuré. C'est tout cela – cet entrelacs d'histoire et de mythe – qui, me semble-t-il, unissait ces gens : peut-être une sorte de nostalgie, mais une nostalgie passionnée et concrète, orientée vers un passé proche qui ouvrait sur un avenir, en quelque sorte, cet hier qui promettait des lendemains meilleurs, un *conservatisme du progrès*, partagé comme une sorte d'évidence, d'allant-de-soi, au point qu'il ne soit même pas besoin de formuler précisément ou de manière cohérente des revendications ou de désigner des porte-paroles. Il n'y a pas à discourir pendant des heures pour exiger du respect, une reconnaissance, une juste rétribution, une existence décente, une vie *normale*, quoi – tout cela s'impose et s'il faut s'imposer pour l'avoir, allons-y. D'où un mouvement massif qui partait pour un sprint et s'est retrouvé dans une course de fond : ils pensaient sans doute qu'il suffisait de taper du poing sur la table pour en revenir enfin à ce monde « normal » dont ils provenaient anthropologiquement, qui ne serait que suspendu, dont on s'éloigne de plus en plus rapidement et, cauchemar inenvisageable, *qui pourrait peut-être bien ne jamais revenir*.

Alors, ce monde « normal », celui incarné par les Trente Glorieuses, ce *mythe moderne*, on voit bien qu'il disparaît effectivement, sous nos yeux. Pas la peine, je pense, de lister tous les changements, les bouleversements depuis les années 70-80, que l'on a résumés, un temps, sous le vocable de « crise ». Aujourd'hui, on voit bien que ce n'est pas une crise que l'on traverse, mais bien plutôt *une métamorphose profonde de toute la société*, dans tous les domaines, tous les secteurs, toutes les classes sociales, dans l'intimité ou la vie publique, dans la vie la plus quotidienne, etc. C'est cette *gigantesque mutation* que les gens qui ont enfilé le gilet jaune refusent obstinément, opiniâtrement, absolument, viscéralement, violemment, et c'est donc elle qu'il faudrait parvenir à cerner. On peut s'en sortir facilement en dégainant des mots-slogans : le « néo-libéralisme », le « capitalisme débridé », la « régression historique », etc. Tout cela recouvre une partie de la réalité mais ne me semble pas faire ressortir véritablement toutes les facettes de ce qui est en train de se passer ni être à la hauteur de la nouveauté historique de notre situation.

L'horizon impérial

L'hypothèse que je vais poser est que l'on est en train de retrouver, en tout cas de se diriger vers, une forme de société que l'on avait oubliée. Celle-ci a pourtant dominé des millénaires et des civilisations : il s'agit de l'empire. Je sais que le terme est chargé d'énormément de choses mais j'essaie de l'employer dans un sens historique et dépassionné, et pas du tout de manière polémique ou rhétorique. Je vais donc essayer de présenter d'abord succinctement l'idée d'empire, puis je tenterai de montrer en quoi le mouvement des gilets jaunes me semble être une réaction de rejet, un sursaut farouche contre le glissement vers cette forme-empire. Et je finirai par m'interroger sur la

pertinence d'une telle approche pour comprendre ce fameux « populisme » qui se déploie à l'échelle de la planète.

Je me base sur le travail d'un historien, Gabriel Martinez-Gros, médiéviste historien de l'islam, qui a beaucoup étudié les écrits d'un savant musulman du XIV^e siècle, Ibn Khaldoun. Il peut paraître étrange d'aller chercher aussi loin pour parler des gilets jaunes, mais cela va s'éclairer. Cet Ibn Khaldoun, très connu dans le monde arabe, est peut-être le premier sociologue : il a tenté de comprendre la manière dont fonctionnait la société dans laquelle il vivait, l'empire arabo-musulman. Il en a tiré un schéma, une logique, une mécanique très intéressante que notre universitaire, ce Martinez-Gros, a tenté dans un livre récent¹ d'appliquer aux autres empires, sur presque trois millénaires : les empires assyrien, perse, chinois, romain, mongol, jusqu'à l'empire des Indes britanniques. C'est passionnant parce qu'il trouve énormément de redondances, de correspondances, d'explications – bref, pour lui, la mécanique d'Ibn Khaldoun est pertinente pour comprendre le déroulement d'une grande partie de l'histoire de l'humanité.

Alors, en quoi consiste cette logique impériale ? Je simplifie à outrance, bien sûr, en la réduisant à trois points fondamentaux :

- C'est d'abord un État autoritaire qui pille les populations par l'impôt : c'est comme ça que se fait l'accumulation, pas par l'initiative privée, ce n'est donc pas du capitalisme, même si les inégalités sont évidemment criantes, les injustices structurelles, etc.

- Si cet État absolu peut ponctionner ainsi sans limites, c'est mon deuxième point, c'est que les populations qu'il surplombe sont composées de tout le monde connu, donc il règne sur plusieurs peuples regroupés dans un grand ensemble multiculturel, qui sont évidemment incapables de s'unir pour le renverser. La population est émiettée non seulement en classes sociales mais aussi écartelées entre la ville impériale et provinces délaissées et réparties en communautés ethno-religieuses, chacune tirant la couverture à soi – diviser pour mieux régner, si vous voulez.

- Troisième et dernier point : cet État impérial règne par la force, il doit donc désarmer ses sujets. Il le fait physiquement par la violence, mais aussi idéologiquement – c'est, exemples connus, le christianisme dans l'empire romain et le bouddhisme dans l'empire chinois, qui incitaient à la passivité politique. Mais cette passivité gagne peu à peu l'élite elle-même, qui devient décadente et se trouve alors incapable de repousser les tribus barbares qui sont toujours à ses portes. Au bout du compte, ces marges violentes des périphéries finissent par prendre le pouvoir, restaurer l'autorité de l'État et fonder une nouvelle dynastie. C'est une sorte de cycle sur le long terme qui repose sur une dialectique entre les « sédentaires » désarmés de l'empire et les marges « bédouines », violentes et soudées – je reprends les termes d'Ibn Khaldoun.

Donc un État autoritaire et pillard, des populations émiettées et rendues inoffensives, des menaces barbares : voilà la logique impériale, particulièrement dépaysante. Elle nous paraît étrange parce que nous venons, nous, d'un monde qui est très différent :

¹ *Brève histoire des empires. Comment ils surgissent, comment ils s'effondrent*, Seuil 2014.

celui des nations où c'est le peuple en armes qui assure la défense des frontières ; celui des mécanismes capitalistes qui créent de la valeur à partir de l'initiative privée ; celui des mouvements de contestation d'un peuple acteur de sa destinée et qui esquisse des régimes démocratiques. Ce monde familier, c'est celui de l'Europe et partout où l'occidentalisation a eu lieu, plus ou moins complètement, mais ce n'est pas celui de 95 % de l'humanité dans l'histoire. En réalité, la plupart du temps, les humains ont vécu sous cette logique impériale ou tribale, les deux étant complémentaires, et c'est ce que nous vivons, nous, qui fait plutôt figure d'exception... Si ces mécanismes revenaient, ce serait, en quelque sorte, un « retour à la normale », d'un point de vue transhistorique – et c'est peut-être ce qui est précisément en train de nous arriver... C'est l'hypothèse de G. Martinez-Gros¹, que je partage ici. Je ne peux que renvoyer à la brochure « *L'horizon impérial* »² où elle est examinée sous ses différents aspects pour me consacrer à la lecture du mouvement des gilets jaunes comme réaction contre cette sorte d'*impérialisation* rampante que nous vivons.

C'est, pour moi, la seule grille de lecture valable permettant de comprendre ce que nous venons de vivre, rien que ça.

Les gilets jaunes face à l'empire

Les gilets jaunes se seraient donc levés précisément contre le retour de ces logiques d'empire et pour le maintien des sociétés de type occidental, avec tout ce qu'elles impliquent d'exceptionnel dans l'histoire. C'est ce que je vais essayer de montrer concrètement à travers quelques exemples.

D'abord la question, centrale, du « pouvoir d'achat » ou du niveau de vie. L'étincelle qui a déclenché le mouvement, c'est évidemment l'augmentation de la célèbre « taxe sur les carburants » auprès de populations très dépendantes de la voiture, donc un impôt abusif sur fond de paupérisation et d'augmentation des inégalités – trois traits expressément impériaux. Cela a désolé les gauchistes que les gilets jaunes ne dirigent pas leur colère contre les entreprises et le montant des salaires et ne se mettent pas en grève : même si ces considérations n'ont pas été absentes, les gens se sont adressés à l'État, et rien qu'à l'État. On peut le déplorer, reste que le keynésianisme semble constituer l'horizon indépassable de notre temps et que l'État est effectivement, pour rester sur le terrain strictement économique, un acteur de tout premier plan, et la vie économique en est entièrement dépendante puisqu'une part croissante du PIB passe dans ses caisses, et c'est une tendance mondiale. Ce ne sont pas simplement les pauvres ou les chômeurs qui en sont dépendants, *via* les minimas sociaux, mais aussi beaucoup de travailleurs pauvres, la plupart des locataires, les familles avec enfants, ainsi que, *via* les multiples subventions, les associations, les agriculteurs, les journalistes, les artistes, les sous-traitants, etc. et la plupart des entreprises par l'entremise d'une multitude de dispositifs plus ou moins connus, légaux, officiels qui permettent, selon la formule consacrée, la privatisation des profits et la socialisation des pertes. Qualifier tout cela de

1 *Fascination du djihad. Fureurs islamistes et défaite de la paix*, Puf 2016.

2 Cf. « *L'horizon impérial* », *op. cit.*

« néolibéralisme » est aussi peu approprié qu'idéologique... Les gilets jaunes ont pu quelquefois reprendre ce terme, mais ils n'avaient rien d'anticapitalistes : nombre d'entre eux étaient artisans, entrepreneurs, commerçants, patrons de petites entreprises ou en passe de le devenir – beaucoup ne faisaient que passer sur les ronds-points mais soutenaient activement. Ce qu'ils demandaient, c'est que les mécanismes capitalistes originels fonctionnent : qu'ils puissent embaucher ou être embauchés, percevoir un revenu proportionnel à ce qu'ils travaillent, s'enrichir honnêtement, licencier ou démissionner sans risques, etc. Leur refus de l'assistanat, fréquemment formulé, c'était aussi ça : vivre de son travail, quel qu'il soit, et pas dépendre du bon vouloir de l'État dans un sens ou dans un autre. Tout cela est typiquement occidental, pleinement et rigoureusement capitaliste et anti-impérial en diable.

On peut être d'accord ou pas, ça se discute, mais c'est justement indiscutable et même inaudible par le gauchiste moyen qui a oublié que les projets du socialisme originel ne se réduisaient pas au collectivisme ni celui-ci au fonctionnariat généralisé et à l'extension de l'Étatisme – ça, c'est plutôt l'empire... D'une manière générale, réduire le mouvement à la fameuse *question sociale*, qui n'en était qu'une composante, c'est typiquement un mécanisme impérial : que peut-on réclamer d'autre que de l'argent dans une entité collective – un empire n'est plus vraiment une « société » au sens courant – où l'on n'est plus qu'un facteur parmi d'autres, qu'une communauté parmi d'autres, qu'un segment de la population au milieu d'une myriade bariolée et que le deuil est fait d'un changement de régime ?...

Deuxième point la question identitaire, au sens large. Immédiatement les gilets jaunes ont brandi des symboles nationaux – le drapeau, la Marseillaise, le bonnet phrygien, la guillotine, les cahiers de doléances, etc. – et tenus les propos ou slogans les accompagnant. Il s'agissait moins d'un nationalisme idéologisé que d'un appel à revenir aux fondements républicains, une réaction en face de l'effacement du cadre national, celui-ci étant vu comme un cadre collectif, issu d'une histoire commune, incarnant une identité partagée, lieu d'exercice de la souveraineté populaire et espace de déploiement d'un projet de société admis et revendiqué auquel sont conviés les nouveaux arrivants, enfants ou immigrés. On peut, ici aussi, être d'accord ou pas, mais inutile de préciser que c'est, là encore, contre toute la mécanique impériale, qui repose sur l'envers exact de tous ces points.

Le qualificatif de « fasciste » jeté à la tête des gilets jaunes est ici complètement à contre-sens : le fascisme, c'est précisément *la tentative de remettre en place des empires*, en passant outre les spécificités précises de la nation : la Première guerre mondiale, toujours présentée comme le *summum* du nationalisme, était un *affrontement* entre *empires européens*, et les totalitarismes bolchevique, nazi ou maoïste étaient exactement des anti-nations, des retours aux logiques *d'empire*. Les envolées gauchistes contre les frontières, l'identité collective, l'unité nationale, etc. peuvent paraître sympathiques, mais il est, à tout le moins, difficile de les distinguer des processus contemporains – la prétendue « mondialisation » – qui empêchent les peuples de se rendre maîtres de leurs destins.

Quoi qu'il en soit, cet attachement populaire au cadre national, plus globalement identitaire, était essentiellement pragmatique, a-idéologique et historiquement fondé. C'était une volonté farouche de s'extirper de ces multiples insécurités – insécurité sociale, insécurité politique, insécurité culturelle, insécurité physique – en restaurant l'universalisme républicain revendiqué explicitement et pertinemment comme n'étant ni de gauche ni de droite¹. L'obsession des médias comme des gauchistes en début de mouvement à traquer les micro-groupuscules ou les personnalités plus ou moins folkloriquement fascistes a servi à congédier toute revendication inopportune – on ne les a pas entendus lorsque les extrêmes droites authentiques, racialisée (comme le « comité Adama ») ou musulmane (on se souvient du salafiste agressant A. Finkielkraut), se sont infiltrées dans les cortèges et les AG.

Troisième point, la place des élites. Le mouvement est passé en quelques jours de la simple contestation de la taxe sur les carburants à la dénonciation de la gestion gouvernementale puis à la critique acerbe de l'oligarchie, de ses privilèges, de son incurie, de son mépris – Macron en premier lieu. Ce qui était pointé, c'était le fait que l'oligarchie semble ne plus avoir de comptes à rendre au peuple qu'elle domine, qu'elle n'agit plus qu'en fonction de ses propres intérêts, sans même chercher à le dissimuler. Le malaise de la dernière élection présidentielle ne s'est pas dissipé, alors même que peu de gens parviennent à formuler ce qui s'est réellement passé, et l'impression s'est répandue que les liens élémentaires qui reliaient le peuple français à ses dirigeants depuis des siècles se sont rompus². Glissement vers l'État impérial autocratique, face auquel les gilets jaunes, ou du moins une partie d'entre eux, ont opposé une sorte de *retour aux sources* en évoquant divers dispositifs démocratiques, voire la démocratie directe elle-même telle qu'elle a pu être pratiquée lors des nombreux épisodes révolutionnaires qui ont fondé l'histoire occidentale.

Le RIC (Référendum d'initiative citoyenne) s'est imposé comme mot d'ordre dès la mi-décembre, en provenance de militants souverainistes, mais généralement moins comme panacée que comme planche de salut face à l'absence de propositions et surtout aux difficultés de l'auto-organisation populaire – ici encore l'entrisme gauchiste s'est avéré dévastateur en vidant les assemblées balbutiantes de leur sève plébéienne, provoquant en retour et dès janvier un appel résigné à « retourner aux ronds-points ». Loin d'être un gadget, le référendum n'est pourtant pas à la hauteur de ce qui serait requis, et que les gilets jaunes, au moins, soupçonnent : la remise à plat de toutes les impasses idéologiques héritées du XXe siècle, une ré-institution de la société entière. La sempiternelle division gauche-droite s'est évaporée pratiquement par l'alliance de fait des électeurs de base des Mélenchon et Le Pen, et l'irruption du mouvement a clairement entériné un clivage en germe depuis longtemps : le peuple contre l'élite, ou, selon notre approche, les partisans des caractéristiques de l'Occident tel qu'il s'est

1 Voir « Ni gauchistes ni fachos, les gilets jaunes sont politiques » in *Le mouvement des gilets jaunes*, n° 24 bis, *op. cit.*

2 Voir le tract « Élections 2017 : le coup d'État oligarchique », disponible sur notre site.

dessiné au fil des siècles, c'est-à-dire avec des peuples auteurs de leur histoire, et les militants, *de facto*, d'un retour à l'empire avec ses populations à tondre, à parquer, à mener, à manipuler, à déplacer, à leurrer...

Quatrième point, la question du peuple. Le mouvement des gilets jaunes, on le sait, a mobilisé la « France périphérique », le pays profond, viscéral, dans lequel s'est reconnu près de 80 % de la population. On a parlé de la France des oubliés et effectivement, depuis des décennies, l'attention médiatico-politique se focalisait uniquement sur les métropoles, hauts lieux du séparatisme social, et les banlieues, territoires en sécession ethno-culturelle. Quand un pays « oublié » la majorité de la population, c'est tout de même qu'il se passe quelque chose, non ?...

Bien sûr, c'est une constante anthropologique que ce soient les classes les plus aisées qui soient systématiquement mises en avant, citées en exemples, valorisées, etc. La catégorie des « pauvres » n'était pas pour autant absente, loin de là ; mais elle était incarnée systématiquement par la banlieue et les immigrés. L'icône du « jeune de banlieue » a été érigée en représentante de la jeunesse – le rap, par exemple, s'est imposé depuis les années 80 comme la musique des *teenagers* par excellence, contre la techno, popularisée au même moment – icône à laquelle étaient priés de s'identifier les moins de vingt ans qui vivent en majorité dans les territoires « périphériques », péri-urbains, ruraux, etc. paupérisés et ne bénéficiant pas des milliards des « politiques de la ville »... Je ne m'étends pas ; C. Guilluy en parle très bien.

Malgré cela, le surgissement des gilets jaunes s'est fait sans aucun ressentiment : les revendications et les propos étaient et sont restés universalistes ; ce qu'ils réclamaient, ils le réclamaient *pour tous* – chose que tout le monde a bien comprise en se précipitant fin décembre pour toucher la prime d'activité, augmentée et élargie... Il n'a jamais été question de jouer la carte communautaire, qui est celle de l'oligarchie et des banlieues depuis bien trente ans. Là aussi : au nom des principes « nationaux », révolte contre le processus impérial, qui fragmente les territoires, disloque les sociétés, démembrer les peuples.

Une gestion de crise « à l'impériale » aurait poussé le gouvernement à favoriser l'irruption de la violence des banlieues, nos marges intérieures, pour contrecarrer les manifestations – comme les mafias envoyées contre les contestataires à Hong-Kong ou les islamistes lors des soulèvements arabes – et j'ai cru en voir les prodromes début décembre [4]. Nulle décence républicaine chez Castaner : c'est plutôt que le chaos qui s'en serait suivi aurait multiplié les votes pour le Rassemblement National, preuve que le cirque électoral joue encore son rôle de régulateur minimal – jusqu'à quand ?... Bref, les gilets jaunes sont restés sur le terrain de l'égalité politique et sociale, ils n'ont jamais cherché à se constituer en « tribus bédouines », pour reprendre le terme d'Ibn Khaldoun, défendant leurs seuls intérêts ethno-religieux, alors même que l'on a vu les charognards opportunistes œuvrer dès les premières manifestations : les images du saccage et du pillage de l'intérieur de l'Arc de Triomphe sont parlantes.

D'un point de vue plus symbolique, le point de départ de la révolte a été la voiture, qu'il s'agisse des « 80 Km/h » ou de la taxe carburant, et du refus, pour la « France périphérique », de s'en voir limiter l'usage. C'est qu'elle incarne depuis longtemps, dans la mythologie moderne, la technique, la mobilité, la réussite, c'est-à-dire en réalité un des signes de l'intérieur de l'empire, de sa ville impériale, un des symboles, avec le téléphone portable, qui signifie que l'on « en est ». S'en trouver privé, c'est se retrouver à l'extérieur, dans le *hinterland*, relégué au rang de marge, dans les confins, les marches, les *limes*. C'est précisément cela que les gilets jaunes ont refusé : se retrouver eux-mêmes exclus de leur propre société dont ils savent constituer la base fonctionnelle, mais aussi que quiconque se retrouve *en marge*. Ils n'ont pas appelé les banlieues en tant que telles à les rejoindre : ils voulaient que *les gens de partout*, quels qu'ils soient, s'unissent *en tant que peuple français* porteur de ses valeurs « traditionnelles », ce qui a été partiellement entendu sur tout le territoire. On a vu à l'inverse les gauchistes courir après les « quartiers populaires » (en réalité les quartiers d'immigration) en vain, pour en flatter les spécificités sécessionnistes.

Cinquième point, l'aspect idéologique. J'en ai déjà dit quelques mots à propos de la récupération du mouvement par le gauchisme : sa fonction a été, principalement, d'interdire que certains débats n'aient lieu, que des mots ne soient pas prononcés, que certaines questions ne se posent pas, au nom du « consensus » et de la « pacification », de « l'unité de la lutte », du « vivre-ensemble »... Alors que le mouvement des gilets jaunes voulait être l'occasion d'une large remise à plat idéologique et que tout a été abordé, généralement, avec une mesure et une retenue exemplaires, y compris de ce que j'en ai vu, en aparté, le gauchisme culturel militant, ministériel ou médiatique y a opposé clairement une fin de non-recevoir. Dans beaucoup d'assemblées, une véritable *police politique* s'est spontanément formée, quelquefois très explicitement, voire en s'appuyant sur quelques *spécimens* « indigénistes » ou islamistes exfiltrés des fameux « quartiers populaires »... On se retrouve là avec une idéologie impériale presque chimiquement pure, prônant le vivre-ensemble pacifié dans une pseudo-indifférence mutuelle, alors même que les tensions ethno-religieuses commencent à saturer l'espace. Tout cela travaille en profondeur à une dépolitisation du citoyen, donc à sa disparition *en tant qu'acteur de la cité* au profit du *sujet de l'empire* ballotté par l'État impérial qui lui est étranger et gère seul et sans partage le monde qu'il a sous sa domination.

Parallèlement, et sans pouvoir m'étendre sur le sujet, la question de l'écologie est également symptomatique : à la racine de la « taxe sur les carburants », c'est bien l'écologie que l'on trouve et on se souvient que c'est le ministre de l'Écologie, M. de Rugy, qui a été envoyé le premier pour « négocier » avec les « porte-parole » – plus tard, le président opposera aux « fins de mois » la perspective de la « fin du monde ». C'est que l'écologie gouvernementale, et particulièrement la question climatique et ses défilés opportunément grossis dès le mois de décembre, est un ressort parfait pour imposer des mesures arbitraires : cause incontestable, à l'échelle planétaire, monopolisée par une élite techno-scientifique – nous voyons sous nos yeux se former

un élément central d'une idéologie impériale¹. Ce machiavélisme, les gilets jaunes l'ont senti. Cela ne signifie pas qu'ils soient prêts à réellement revoir leur niveau de vie actuel ou espéré, mais tant que l'austérité ne sera que pour les gens d'en bas, c'est-à-dire restera indissociable d'une injustice sociale criante et que les contre-exemples viendront d'en haut, la question restera insoluble.

Au passage, il semble se former un alliage politique étrange, mais sans doute prometteur : l'alliage de l'islamisme et du gauchisme est devenue une véritable soudure formalisée récemment par la manifestation islamo-gauchiste du 10 novembre dernier. Mais il semble que ces milieux étranges surgis dans le sillage de la mouvance « *Extinction Rébellion* » charrient également un agrégat improbable qui semble se rapprocher du marécage gauchisant. Si ce *continuum* devait se renforcer, ce que tout porte à croire, il préfigurerait un noyau à fort potentiel totalitaire.

Symétriquement à toutes ces mystifications, la population, dépossédée de tout moyen de compréhension de ce qui se déroule, verse de plus en plus facilement dans l'idéologie complotiste — je parle d'un système de pensée, pas du décryptage de la réalité. Cet *intellectualisme des imbéciles* est le mode de pensée typiquement impérial des communautés privées de tout levier sur les événements, de toute vision globale, fascinées par les intrigues de cour, les magouilles des clans, les manœuvres des uns et des autres, et subodorant le contrôle total de la situation par quelques-uns, alors que les puissants ne font que tourner à leur avantage les rivalités communautaires et les spasmes chaotiques des troupeaux humains qu'ils tondent et sacrifient à loisir. Cela, c'est l'avenir lugubre qui nous attend si ce mouvement extraordinaire des gilets jaunes ne signifie pas un sursaut politico-intellectuel chez les petites gens, un regain d'intérêt — une passion, même, pour la chose politique comprise fondamentalement comme *l'auto-organisation du peuple*.

Enfin, sixième et dernier point, la violence. Les gilets jaunes, très vite, ont multiplié les modes d'actions, dessinant une perspective de désobéissance civile, qui est le terrain même de la contestation populaire : strictement incontrôlables et imprévisibles par l'État (à moins de reprendre certains traits totalitaires, ce qui s'est esquissé silencieusement autour des ronds-points), ce sont ces innombrables initiatives qui représentent un danger pour le pouvoir lorsqu'elles se généralisent. Elles font surgir en pratique une contre-société, une entente tacite entre des actes portés par des inconnus qui, aux quatre coins du pays, se font écho. Tout cela, on l'a vu, a rapidement été éludé au profit des seules manifestations du samedi, elles-mêmes réduites au spectacle des affrontements. Cela convenait à tout le monde, disais-je en commençant : aux médias qui y trouvent des images à grands frissons et mettent le pouvoir politique en

1 Voir la tribune parue dans *La Décroissance* n° 165 (décembre 2019 – janvier 2020), p. 30, mise en ligne sous le titre « Climat : la longue marche ? », reprise dans *Écologie, pandémie & démocratie directe, L'écologie politique dans la crise mondiale — première partie*, brochure n° 26, mai 2020.

difficulté¹ ; à l'État, qui se retrouve sur son terrain de prédilection, le militaro-policier, en misant sur le pourrissement et la menace de chaos social ; et bien entendu aux gauchistes œdipiens qui rejouent une énième fois le psychodrame du Grand Soir et décomplexent des gilets jaunes qui ne savent que faire de leur exaspération. Surtout, cela empêche toute fraternisation entre les troupes et les insurgés, point de bascule immédiat de toute situation tangente qui a été frôlé mais que ne souhaite aucun des trois. Cette idéologie de la violence – et son terrible cri de ralliement « *il n'y a que ça qui paie !* » – est évidemment une calamité mais se trouve être par excellence le langage de l'empire (*imperium*, étymologiquement « *le pouvoir du glaive* »), loin de l'histoire de toutes les révolutions occidentales.

Mais, même pris dans cet engrenage, les affrontements sont restés dans un registre *occidental*. C'est principalement l'auto-limitation dans l'escalade, même au point inédit où nous étions arrivés début décembre : les cocktails Molotov ont été rares, peu d'armes de jet, pas d'armes à feu malgré toutes celles en circulation, des dégradations superficielles et ciblées, et des scènes de retenues réciproques – tout cela avant que le moment de fraternisation ne soit passé sans retour – et, finalement, fait incroyable, aucun mort direct ni d'un côté ni de l'autre. Je ne suis absolument pas en train de minimiser le cas des mutilés, des blessés et des incarcérés, mais il faut s'extraire de notre ethnocentrisme obsessionnel pour comprendre ce dont on parle : un État qui se défend, dans 99% de l'histoire humaine, ce sont des balles réelles, des morts, des disparus, des repréailles sur la famille, etc. L'actualité internationale de la répression étatique est suffisamment tragique depuis quelques mois pour que je ne m'étende.

Il y aurait aussi, peut-être, cette manière de s'affronter, particulièrement au début du mouvement, qui fait penser à « la guerre à l'occidentale » décrite par V. D. Hanson² : des batailles voulues décisives, fixées à l'avance, en plein jour, en un lieu précis et dégagé, frontalement, massivement, presque en ligne, en phalange... Vous trouverez exagérée cette référence hellénique, mais je vous rappelle que le cri de guerre alors apparu (ce « *Ahou ! Ahou !* ») si primal qu'il m'a littéralement transporté la première fois) est tiré d'un (détestable) film relatant le combat de Léonidas et de ses troupes spartiates contre l'empire perse de Xerxès aux Thermopyles... Nous sommes très loin, par exemple, des émeutes de 2005, menées nuitamment par de petits escadrons qui tendaient des embuscades et harcelaient tous les soirs pendant des semaines, brûlant tout et n'importe quoi, ou même des violences des lycéens de début décembre, bref, de ce mode opératoire qui s'institutionnalise et auquel les forces de l'ordre se confrontent maintenant presque en permanence. L'assimilation des gilets jaunes aux banlieues, *doxa* gauchiste et « indigéniste », ne tient, là non plus, pas debout une seconde : le procédé, grossier, consiste à créer une unité « prolétarienne » de façade face à la « répression » des dos des forces de l'ordre, alors que les visées sont exactement contraires : les gilets jaunes revendiquaient et pratiquaient un remarquable

1 Voir, de Guy Fargette, « Retirer les crocs au parti-journaliste » in *Le mouvement des gilets jaunes*, n° 24 bis, *op. cit.*

2 Cf. « L'horizon impérial », *op. cit.*

universalisme, un État de droit, tandis que les franges les plus actives des banlieues se placent *presque explicitement* dans une stratégie de « non droit », de marges impériales – caricaturalement concernant les islamistes et autres racialisés. En poussant à la violence des gilets jaunes comme ils l’ont fait, les gauchistes ont joué le même jeu. Ils ont échoué, relativement, la « France périphérique » refusant obstinément le jeu impérial consistant à se constituer en communauté contre une autre¹ – du moins cette fois...

Des gilets jaunes aux populismes

Je profite de ce dernier point pour faire la jonction avec les « populismes », et plus généralement encore avec les mouvements qui secouent un nombre croissant de pays depuis quelques années : on me dira que ce genre d’affrontements « à l’occidentale » se retrouve bien ailleurs, dernièrement au Chili et en Algérie ou à Hong-Kong, etc. Mais il me semble que ce que réclament ces manifestants c’est, peu ou prou, ce que veulent les gilets jaunes : le maintien ou l’instauration des traits occidentaux historiques contre les logiques d’empire qui menacent aux quatre coins du monde. Le cas de Hong Kong, à l’heure où nous parlons, en est quasiment le paradigme : là c’est, de manière éclatante, un petit bout d’Occident qui tente de résister à une menace impériale explicite...

Ces courants dits « populistes » qui courent depuis 2011, auxquels le mouvement des gilets jaunes me semble pleinement appartenir, me paraissent trouver, dans la perspective que je développe ici, un éclairage intéressant permettant d’expliquer notamment la difficulté à cerner idéologiquement la profusion de leurs formes et le flou apparent de leurs motivations. C’est qu’ils défendent tous – soit pour y revenir soit pour y accéder – certes un niveau de vie qui tend à disparaître, mais au-delà un mode de vie et plus globalement encore une forme de société, un type de civilisation même, faite d’État de droit, de société de consommation, de contrôle minimal des dirigeants, etc. Ils défendent tout cela confusément – en fonction des particularismes locaux – contre le retour non moins diffus et hétérogène des mécanismes impériaux.

Perspectives

Quelles positions prendre, dans cette perspective ?

D’abord il est clair que, pour nous, la pente impériale est un cauchemar absolu que nous vivons déjà tendanciellement en fonction de notre classe sociale et géographique. Nous ne pouvons, de ce point de vue, que soutenir activement tous ces mouvements de résistance – c’est le terme approprié, bien qu’il soit si communément galvaudé – et même en être pleinement, à défaut de les susciter.

Ensuite, et immédiatement, cela ne peut se faire que d’une manière éminemment critique, pour deux raisons principales.

¹ Nous évoquions cette possibilité dans le texte « Sur les fondements idéologiques et les destinées politiques du revenu d’existence », in le livre collectif *Revenu d’existence, salaire à vie : fausses utopies ?*, février 2018

La première est qu'en ces temps de confusion extrême, il n'est pas difficile de se retrouver dans le camp d'en face sans s'en apercevoir – le cas des gilets jaunes récupérés par le gauchisme est paradigmatique ; vous croyez lutter contre Macron et son monde, vous vous retrouvez de fait à agir aux côtés de ses milices... Inutile de m'étendre, les exemples de Syriza en Grèce, de Trump aux États-Unis ou de Salvini en Italie, par exemple, sont évidents. Ici la délimitation est claire : il ne s'agit plus, et depuis longtemps, d'une alternative gauche/droite, mais bien d'un refus de tous les totalitarismes de gauche comme de droite, c'est-à-dire de *tous les retours aux mécanismes impériaux*. Encore faut-il pouvoir les identifier à temps — le bon sens populaire s'en défie instinctivement — et c'est bien la ligne de crête sur laquelle nous nous trouvons...

Il me faut ici boucler la boucle : ce gauchisme qui a récupéré et tué le mouvement des gilets jaunes n'est pas simplement une couche parasitaire passagère ; il incarne bien entendu une dynamique impériale pleine et entière sinon son fer de lance ou plus précisément son trait d'union. Le marxisme-léninisme historique et tous ses dérivés actuels, jusqu'aux plus improbables, sont des courants de *restauration impériale*, dont le totalitarisme du XX^e siècle a été la forme la plus dévastatrice. Ce n'est qu'à cette aune que l'on peut réellement comprendre la continuité idéologique entre le sympathisant « de gauche », souvent à son corps défendant, et les grandes orientations gouvernementales et, bien sûr, cette complaisance irréaliste pour l'islamisme sous toutes ses formes. À côté, ce que l'on appelle obsessionnellement « extrême droite » fait bien pâle figure, a surtout une fonction de repoussoir et, incidemment, d'obstacle à la pensée et à la pratique.

Deuxième réserve critique et sans doute la principale : ce que demandent les gilets jaunes, la majorité de la population française et tous les « populismes » sur la planète, c'est le maintien d'un univers que l'on ne retrouvera pas. Le monde occidental de l'après-guerre ne reviendra jamais, pour de multiples raisons et notamment écologique. Et, de toutes les façons, *ce n'est pas souhaitable*, là aussi pour des raisons non moins nombreuses, qui fondent notre ambition politique d'une *auto-transformation de la société*. Au vrai, il faut le dire clairement : non seulement les « Trente Glorieuses », en tant qu'incarnation de l'ambition de l'Occident de se constituer en grosse Suisse replète, contenait en puissance des éléments impériaux, mais la nostalgie plus ou moins consciente de cet « âge d'or », l'entretien de ce mythe fondateur et maintenant moteur, *appartient pleinement au monde de l'empire* : c'est un refus de l'histoire comme création humaine continue et qui la forços.

Tel est le chantier, énorme, qui attend les générations actuelles et futures, et que les précédentes ont préféré oublier : l'histoire est toujours à faire. C'est la leçon du mouvement des gilets jaunes, banale pour qui ne la comprend pas.

Lieux Communs
Novembre – décembre 2019

« Tous les totalitarismes prétendent se fonder sur les Lois de la nature »

Entretien écrit mené en novembre 2021 par un journaliste à partir du livre Éléments d'écologie politique – Pour une refondation (Libre & Solidaire, 2021), pour citation dans un ouvrage prochainement à paraître.

Les notes ont été ajoutées pour la présente mise en ligne en septembre 2022.

Fondamentalement, la pensée écologiste constitue-t-elle un renversement anthropologique ? Comment décrire la révolution qu'elle opère dans sa vision de l'homme ?

Ce renversement anthropologique est moins dû à une « pensée écologique », à la fois diffuse et multiple, qu'au surgissement de ce qui est appelé « écologie » au fil du XX^e siècle.

La nouveauté me semble d'abord résider dans une nature devenue acteur à part entière, omniprésent et incontournable, à l'intérieur de la sphère politique, bousculant la conception gréco-occidentale classique. Ensuite cette nature ne parle pas d'elle-même mais par l'intermédiaire des sciences, qui se trouvent donc immergées comme jamais au sein de l'*agora* et à double titre puisqu'elles sont, en parallèle, mises en cause dans les dévastations environnementales du fait de leurs imbrications avec l'industrie, la technique et l'économie, voire la rationalisation du monde. Enfin, l'écologie scientifique elle-même décrit une planète aux ressources limitées, interdépendantes, mouvantes, fragiles, tout autant qu'un univers biologique qui recèle une complexité incontrôlable où tout s'interpénètre en permanence, s'auto-engendre et rétroagit.

En résonance avec les expériences totalitaires du XX^e siècle, il s'ensuit une profonde remise en question de l'être humain, en tant qu'animal étrange au sein de la biosphère, en tant que psychisme mêlant savoir, croyance et fantasme, en tant que société traversée de cette volonté d'« expansion illimitée de maîtrise rationnelle » comme l'appelle C. Castoriadis. Ceux qui s'affrontent à ces brèches grandes ouvertes aussi fondamentales que concrètes – les « écologistes » – se trouvent forts démunis, assaillis et traversés d'illusions, d'idéologies, de religiosité et de mythes. En face ceux qui les raillent, souvent à juste titre, refusent passionnément de se saisir de la situation. Le déni de ceux-là nourrit le délire des autres qui les alimente en retour, et ce cercle vicieux nous condamne à l'impuissance.

Quelle place pour l'homme ? Doit-il s'incliner devant la nature ?

La « place de l'Homme dans la nature » est un de ces mythes écologistes qui entravent toute réflexion. Il suggère que l'être humain devrait (re)trouver des relations d'« harmonie avec la nature », une fois pour toutes et conformes à son essence. Tout

y est faux : *Homo sapiens*, que ce soit en tant qu'être biologique, psychique ou culturel, n'est destiné à aucune niche écologique en particulier, et le monde du vivant n'est en rien harmonie. Notre espèce est une aberration naturelle, a-naturelle et anti-naturelle qui ne cesse et ne peut cesser d'établir des rapports indéterminés et instables avec la biosphère. Celle-ci n'a d'ailleurs rien d'une pure extériorité puisque tous les écosystèmes terrestres sont largement anthropisés depuis des millénaires, à la fois dévastés et aménagés, entretenus et pillés, enrichis et asservis. La « place » à prendre dans la nature est d'une multiplicité indéfinie, à réinstaurer dès que se modifient les coordonnées démographiques, culturelles, agricoles, religieuses ou techniques toujours mouvantes et elles-mêmes prises dans un entrelacs d'espèces et de milieux, de processus géologiques et climatiques, eux-mêmes changeants. La diversité des civilisations dans l'histoire humaine tout autant que la fréquence de leurs effondrements montrent qu'une telle adéquation est aussi concevable que passagère. C'est à la recherche d'une telle formule que convient les écologistes, sans savoir *a priori* jusqu'où les transformations à opérer sont envisageables dans la matrice culturelle qui est la nôtre aujourd'hui¹.

Dans ce cadre, chercher à « s'incliner devant la nature », simple retournement du projet de « domination de la nature », n'est qu'une autre manière de dénier l'altérité irréductible entre systèmes sociaux et systèmes biophysiques, avec l'infinie complexité de leurs interrelations – dont on retrouve un équivalent dans l'inévitable altérité de l'esprit et du corps. Mais il faudrait être sourd pour ne pas y entendre, aussi, un appel à l'humilité, à admettre la finitude de l'existence, à accepter la perte et la souffrance, à consentir aux limites individuelles et collectives. Principes fondamentalement écologistes enracinés dans les sagesses antiques et les hétéronomies traditionnelles, mais fuis par notre époque éperdue de divertissement perpétuel, d'infantilisme hyperconnecté et de croissances infinies.

Quelle relation au capitalisme entretiennent les écologistes ?

Il est difficile de parler « des » écologistes. On peut y distinguer au moins trois pôles : scientifique, socio-culturel et politique. En se limitant à ces derniers, il est évident que malgré son caractère fondamentalement conservateur, il s'est ancré très à gauche dès sa formation dans les années 60-70. On y retrouve alors sans surprise la démonologie systématique où « le capitalisme » a remplacé le Mal, permettant d'un coup d'installer une connivence, de diaboliser les opposants et d'expliquer à peu près n'importe quoi – sans pour autant s'empêcher de réaliser de très belles carrières, notamment dans les énergies renouvelables.

Sur ce plan, le contenu intellectuel est à peu près nul. Pour la majorité, le capitalisme est assimilable à une vague quête de profit, nourrissant simultanément un primitivisme qui se fait moralisme crypto-religieux anhistorique et un

¹ Voir sur notre site l'intervention auprès de l'association *Technologos* en février 2020 : « L'écologisme empêche l'émergence d'une écologie politique », disponible sur notre site.

conspirationnisme protéiforme. Les plus idéologues se font théologiens en se rabattant par exemple sur la pseudo-« critique de la valeur », véritable métaphysique du capital dans la continuité d'Althusser reprenant le pire du *Capital*, à savoir la rationalisation intégrale du réel sous le signe de l'économique – un comble pour des écologistes. D'un côté comme de l'autre, avec tous leurs intermédiaires, sont ingénument escamotés les bilans des anticapitalismes réellement existants qu'ont été le communisme, le national-socialisme, le maoïsme et tous leurs avatars tiers-mondistes, ce qui augure mal de la suite...

En réalité, l'écologie politique est un courant hétérogène et foisonnant que l'on peut qualifier de *révolutionnaire* au sens exact du terme, peu à peu phagocyté par les résidus diffus du marxisme-léninisme. Le noyau religieux, millénariste même, qui imbibe la gauche radicale a donc infesté les milieux et les mentalités écologistes en formation, aujourd'hui poreux aux idéologues végans, anti-spécistes, néo-féministes, gauchistes, décoloniaux et racialisés, voire islamistes, composant un noyau proto-totalitaire en formation¹.

Comment définir la notion de décroissance ? N'est-elle pas synonyme de baisse drastique du confort et du niveau de vie ?

L'ambition sous-tendue est particulièrement juste : il s'agit, principalement au nom de la finitude des ressources de la biosphère, notamment hydrocarbonées, de s'opposer au « développement » des sociétés qui suivrait une ligne de mesure du PIB, impliquant la création infinie de nouveaux besoins, l'expansion incessante de la sphère économique et la marchandisation progressive de l'existant. Mais le terme de « décroissance » est singulièrement mauvais : aliéné au paradigme économiste dont il inverse simplement le signe, il se trouve par conséquent vide de sens politique².

Cette contamination par l'idéologie économiste fait écho à celle des mouvements ouvriers par les courants marxisants dès le début du XX^e siècle. Le résultat final en a été la réduction de tout mouvement visant à changer radicalement l'organisation sociale, et notamment les injustices, à une revendication de hausse du « niveau de vie ». Les populations occidentales finirent ainsi par accepter toutes les transformations de leur mode de vie et de leurs environnements humains, matériels et naturels en échange d'augmentations successives de leur « pouvoir » d'achat, rendu synonyme de « confort », de « bonheur ».

L'objectif des « décroissants » – dont je suis – est de prendre acte que ce contrat tacite, garantissant la croissance du niveau de vie en échange d'une passivité politique des peuples, ne sera pas tenu – et les oligarchies le rompent d'ailleurs sous nos yeux. Le mouvement spontané des gilets jaunes procède de cette situation nouvelle et l'occasion a été manquée d'une remise à plat de tous les renoncements opérés depuis au moins deux ou trois générations et que visaient confusément les revendications de

1 Voir la page du site « Gare à l'écologie (dé)coloniale ! », régulièrement mise à jour.

2 Voir l'article « Questions à la décroissance » in *Écologie, pandémie & démocratie directe, L'écologie politique dans la crise mondiale — première partie*, Brochure n° 26, mai 2020.

démocratie directe¹. Car l'horizon dessiné par la « décroissance », s'il paraît illusoire ou caricatural, se retrouve *mezzo voce* : Qui, au fond, appelle encore « confort » les kilomètres parcourus quotidiennement au milieu des campagnes agonisantes, les barquettes d'aliments industrialisés et les métropoles inhospitalières ? Qui, en son for intérieur, tiendrait encore à son « niveau de vie » s'il était rendu évident que celui-ci se paie du prix de la disparition de tout ce qui donne sens à une vie digne ? Qui ne se demande pas, ne fût-ce qu'un instant, si les écrans supplémentaires offerts à Noël ne vont pas approfondir plus encore l'abrutissement et l'analphabétisme affolant des nouvelles générations ?

À lire et écouter les penseurs écologistes, on en vient parfois à penser que leur but n'est pas fondamentalement la lutte contre le réchauffement climatique mais la fin de la société industrielle / de la société de consommation. Qu'en pensez-vous ?

Il est clair que ce qui se donne pour écologie politique aujourd'hui est bien souvent un marxisme dégradé à peine déguisé qui remplace le « capitalisme » par de nouveaux vocables et pour lequel l'environnement n'est qu'un prétexte à l'idéologie. L'important, dans ce schéma millénariste et apocalyptique, est de maintenir la figure du Démon, qui tend à prendre les traits de l'Occident, dont la fin serait censée annoncer la grande réconciliation cosmique avec la nature. Mais il est tout aussi évident que pour bon nombre de leurs adversaires, les problèmes que pose l'écologie n'exigent que quelques modifications comportementales, mesures volontaristes et ajustements techniques, que l'on pense marginaux, du modèle occidental – c'est ainsi que se présente la chimérique « transition énergétique ». Eux aussi s'ébattent dans l'illusion en pensant réduire la multidimensionalité de la situation écologique à un unique facteur quantifiable et maîtrisable : à ce titre, le « réchauffement climatique », rendu responsable de tout, de son contraire et du reste, avec ses célèbres gigatonnes de CO₂ et son « empreinte carbone », semble emporter leur faveur.

On ne pensera jamais la réalité avec des slogans, d'un côté comme de l'autre, et refuser de faire de l'écologie politique un projet de civilisation est une profonde erreur. Il est évident que la question que recouvre ce que l'on appelle « société industrielle » ou « société de consommation » ne peut qu'être au centre d'une auto-transformation de la société. Encore faut-il savoir ce que recouvrent ces termes, ce que l'on y décèle de mortifère et, surtout, par quoi il s'agirait de les remplacer. Qu'il s'agisse, pour certains, de l'occasion de renouer avec un dénouement christique et la crainte de l'Apocalypse ne doit pas servir de prétexte pour oublier que l'obsolescence incorporée, le productivisme effréné, l'emballlement techno-scientifique ou la marchandisation des corps et des esprits ne procèdent pas moins d'un univers mythique fait de corne d'abondance, de jardin d'Éden, d'ambition prométhéenne, de Création à dominer, voire d'Homme-dieu dans le cauchemar transhumaniste.

1 Voir le tract « Gilets jaunes : la démocratie directe en germe ? », in *Le mouvement des gilets jaunes*, n° 24, *op. cit.*

Les écologistes sont-ils opposés au progrès technique ? N'est-ce pas une posture réactionnaire, qui rejette la science au nom d'une nature sacralisée ?

La grande question est : qui sacralise quoi ? Le monothéisme a institué un univers où l'Homme, incarnation de l'Esprit sur Terre, était en charge de la gestion de la Création Divine : il lui revenait de s'y multiplier et de la soumettre. La naissance de l'Occident, autour des XI^e-XIII^e siècles, a vu l'essor des outils, mécanismes, machines, dont la puissance instrumentale croissante a progressivement entraîné un transfert du sacré vers la technique, selon l'excellente formule de J. Ellul. Après la révolution industrielle, un véritable culte technicien a culminé dans les délires totalitaires, mais aussi la bureaucratisation et l'autonomisation de la technoscience, mariés dans l'informatisation généralisée de notre quotidien le plus intime. Tout au long de cette histoire, les résistances et les réactions – au sens propre – ont été nombreuses, comme l'énorme courant romantique, dont l'écologie politique est très largement héritière. La sacralisation de la nature en est une expression, qui peut prendre la forme d'un primitivisme infantile mais aussi s'hybrider avec le progressisme technolâtre actuel dans l'apparition d'un monde peuplé de procédures, d'idéologies, d'algorithmes et d'applis » aussi incontrôlables et obscurs que nos jungles originelles.

Les écologistes conséquents cherchent à s'extraire de cette oscillation entre sacralisation et détestation, en renouant avec l'immanence de la délibération collective des affaires communes : la technique fait partie de ces choix de société, elle est incontestablement politique de part en part et doit être discutée librement par des citoyens éclairés. Du reste elle l'est déjà, exceptionnellement, dans l'arène médiatico-politique concernant la GPA, les manipulations génétiques ou les réseaux de surveillance électroniques, au sein des familles concernant les « réseaux (a)sociaux » ou l'utilisation des écrans, etc. Mais on élude soigneusement la question politique par excellence, quelle société veut-on ?, et son prérequis inévitable, peut-on encore décider explicitement de quoi que ce soit si tout ce qui est concevable techniquement est forcément réalisé, utilisé et diffusé¹ ?

Avec ses injonctions à la sobriété et son intrusion dans la vie quotidienne, l'écologie fonctionne-t-il comme une religion prônant une éthique vertueuse, frugale et finalement puritaine ?

Il existe clairement une idéologie de l'écologie, moralisatrice, culpabilisante et omniprésente notamment par médias interposés, qui découle au moins de trois processus.

D'abord l'échec de l'écologie politique à développer une politique digne de ce nom, couplé à l'impossibilité actuelle que rencontrent nos sociétés d'envisager les transformations à effectuer. Toute politique empêchée a tendance à se réduire à une morale et la multiplication des injonctions aux « petits gestes pour la planète » (trier ses

1 Voir l'article « Développement technique et configuration géopolitique », mis en ligne en août 2021.

déchets, etc.) remplit exactement cette fonction de dérivatif de l'action collective. Ensuite la matrice gauchisante, dont l'écologie politique ne parvient pas à s'extraire, s'est muée en un véritable catéchisme¹ ; le simple « politiquement correct » est devenu véritable « bien-pensance » jouant sur la culpabilité populaire pour tendre aujourd'hui vers le « wokisme », ce salmigondis proto-totalitaire qui veut en finir avec les sociétés démocratiques et leur insupportable indétermination – l'arnaque de l'« écologie décoloniale » ne rencontre aucun contre-feu². Ces gens se cherchent une religion, et l'écologisme en sera une composante importante. Enfin, l'écologie électorale joue le rôle d'échappatoire entre les gestions oligarchiques prédatrices et les poussées populistes contestataires : c'est le refuge de la petite bourgeoisie urbaine hyperconnectée, notamment peuplée d'ingénieurs dans les grandes industries technologiques. Cette « moraline verte » fait office de supplément d'âme et de marqueur efficace de distinction sociale, faisant pièce aux angoisses plébéiennes du « Grand Remplacement » par la préoccupation du « Grand Réchauffement »³.

Le résultat est cette confusion entre écologisme et écologie politique, reproduisant celle entre charité et justice sociale ou et entre religion et politique, mais elle n'est pas passagère. Nos sociétés développées sont au pied d'un mur, ou au bord d'un fossé, comme l'était le comité central d'URSS dans les années 80 : les promesses tenues ne le seront pas et des bouleversements monumentaux vont survenir. Pour des raisons écologiques évidentes, mais aussi parce que les grands mouvements populaires à l'origine des dispositifs de redistribution ont disparu, laissant libre cours à l'accaparement des richesses par les puissants. L'austérité qui sera imposée ne pourra que se parer de l'appel à la sobriété que l'écologisme fait aujourd'hui entendre, devenant idéologie officielle et coercitive. La seule issue serait d'élaborer une véritable écologie politique capable de redéfinir collectivement nos besoins en renouant avec l'égalité sociale et la souveraineté populaire⁴.

Faut-il instaurer un régime autoritaire pour sauver la planète, les hommes n'étant pas capables de se résoudre aux mesures indispensables dans un régime démocratique ?

En un sens, les écologistes se trouvent, *mutatis mutandis*, dans la situation d'un Eric Zemmour : vouloir faire effectuer à la société un virage à 180° pour rattraper une lente dérive réalisée depuis de nombreuses décennies⁵. De tels basculements exigent une mobilisation populaire exceptionnelle et/ou un durcissement du régime politique

1 Voir « L'écologie politique contre l'écologisme », *Front Populaire*, janvier 2022.

2 Voir l'émission sur *Radio Libertaire* « Le discours de l'écologie (dé)coloniale est une arnaque totale », diffusée en juin 2021.

3 Voir *infra* le tract « Élections 2022 : le règne oligarchique ».

4 Voir l'entretien dans la revue *La Décroissance* « Décroissance et démocratie directe », in *Idéologies contemporaines – Effondrement et permanence du politico-religieux*, brochure n° 22, juin 2017.

5 Voir la conférence chez les *Décroissants d'Île-de-France* « Immigration, écologie et décroissance » in *Écologie, pandémie & démocratie directe, L'écologie politique dans la crise mondiale — seconde partie*, Brochure n° 26 bis, mai 2020.

– les écologistes militent généralement pour la première mais sont de plus en plus nombreux à envisager le second, dans le sillage de Hans Jonas. La perspective dictatoriale face à la raréfaction des ressources a été précocement entrevue par les écologistes et est aujourd’hui devenue la toile de fond des récits d’anticipation à la tonalité de plus en plus post-apocalyptique. Un des moteurs du mouvement anti-« pass sanitaire » a été ce sentiment qu’il n’existe plus réellement de direction à nos sociétés depuis que le peuple a été congédié et que les divers épisodes d’autoritarisme improvisé ressemblent à des coups de sonde pour une possible mise au pas généralisée.

Plusieurs facteurs militent pour l’établissement d’une telle « écocratie »¹. Il y a, bien sûr, la situation écologique alarmante et qui ne cesse de s’aggraver dans les domaines agricole, énergétique, climatique, nucléaire, sanitaire ou encore génétique, lesquels entrent en synergie. Il y a ensuite l’escamotage de cette complexité au profit d’une focalisation croissante sur le seul facteur climatique, formant une orthodoxie monopolisée par les cercles techno-scientifiques et les grandes puissances mondiales, suscitant une mobilisation facile pour une jeunesse profondément angoissée, le tout au nom des intérêts supérieurs de l’humanité². Enfin, l’écologie politique, imbibée des schémas marxistes-léninistes, fantasme sur un « écofascisme » introuvable mais ne possède strictement aucune défense immunitaire contre les tropismes totalitaires qui hantent la gauche historique. C’est, d’un côté, la vague « woke » qui y déferle, désignant l’Occident comme nouvelle incarnation du Mal absolu en retournant ses exigences de liberté et d’égalité contre elle-même pour les anéantir³. C’est, de l’autre, plus fondamentalement, la singularité de l’écologie politique, oxymore qui accole la science, domaine du savoir, de l’*épistémè*, et la politique, domaine de la *doxa*, l’opinion : tous les totalitarismes prétendaient se fonder sur les Lois de la nature (lutte des races ou des classes) pour s’aliéner la sphère politique.

Un tel régime écocratique ne sera évidemment en rien écologique et se rapprocherait plutôt de la dynamique des empires décrite par Ibn Khaldoun⁴, avec leurs cycles effondrements / restauration / déclin et leur confusion entre l’ordre naturel, la *physis*, et l’univers humain, le *nomos*⁵. Face à un tel retour à la pré-modernité⁶, il n’est possible que de renouer avec le meilleur de l’héritage occidental, et contre des pans entiers de celui-ci.

1 Voir l’extrait du livre *Éléments d’écologie politique*, *op. cit.* publié sur notre site : « Écologie politique, effondrement et écocratie ».

2 Voir l’entretien dans la revue *La Décroissance* « Climat : la longue marche ? », *op. cit.*

3 Voir l’entretien dans la revue *La Décroissance* « Face aux nouveaux inquisiteurs », disponible sur notre site.

4 Voir la brochure *L’horizon impérial*, *op. cit.*

5 Voir la conférence chez les *Décroissants d’Île-de-France* « Écologie et démocratie directe », Écologie, pan-démie & démocratie directe, brochure n° 26, *op. cit.*

6 Voir *infra* « Wokisme et obscurantisme : articulations et complémentarités ».

Élections 2022 : le règne oligarchique

Tract mis en ligne le 23 juin 2022. Les nombreux hyperliens ont été ici supprimés.

Les élections françaises suivent depuis des décennies une trajectoire en spirale descendante : chaque scrutin accentue les traits les plus régressifs du précédent. Les non-campagnes électorales n'arrivent même plus à cacher la nullité des prétendants tandis que le délabrement omniprésent de la société est devenu un fait admis. Cachée par une apparente continuité institutionnelle, la crise de régime larvée révèle un chaos idéologique et social qui s'approfondit et nous fait entrer dans un univers de moins en moins familial.

Le paysage politique français semble se découper en trois ensembles distincts ; le parti du pouvoir, les partis-zombies et l'ensemble de la population.

Le parti du pouvoir est le parti unique médiatico-oligarchique, qui a progressivement émergé au fil des alternances électorales depuis au moins quarante ans.

La décomposition sans fin des partis de « gauche » et de « droite » aura finalement formalisé cette *nébuleuse composite* autour de E. Macron. Ces cercles techno-gestionnaires, assujettis aux organismes transnationaux (UE, OTAN, ONU, OMS, Giec...), administrent au jour le jour les affaires courantes en accompagnant cahin-caha les tendances lourdes de notre époque. Ce clan ne gouverne pas mais *règne*, surplombe une *société éclatée*, archipellisée en négociant au coup par coup entre corporations, lobbies, clans, communautés et réseaux sans ligne idéologique clairement identifiable. Les sempiternelles accusations de « néolibéralisme » préfèrent ignorer l'*énorme technobureaucratization* d'une société presque entièrement sous perfusion permanente de financements publics, donc aux ordres. Ce parti se réclame de l'ordre et de la paix, à mesure qu'il travaille à leur disparition, multipliant les *injonctions paradoxales* pour instiller une *terreur souriante*.

Il s'appuie sur les classes les plus aisées et ceux qui aspirent à s'y insérer, coalition des divers secteurs bénéficiaires de la mondialisation et comptant bien le rester, *quoi qu'il arrive et quoi qu'il en coûte*.

Les partis-zombies sont ces nébuleuses mouvantes et arrivistes prétendant à l'opposition et à l'alternative.

Ils cultivent à dessein le *faux clivage idéologique* « gauche-droite » permettant de rabattre l'exaspération populaire sur les formes stériles de l'électoralisme. Les ravages des totalitarismes ont converti la gauche à la seule conquête et *gestion de l'État* et forcé la droite à incorporer les *fondements du gauchisme culturel*. Cette célébration dans le politiquement correct entre la « social-démocratie » et la « droite libérale / néogaulliste » a accouché du *parti du pouvoir*. Mais elle a aussi mécaniquement engendré, depuis une décennie, la reformation de poses radicales sur des bases « populistes ».

C'est ici que la confusion des mots et des idées est portée à incandescence : les notions hier « de gauche » comme le travail, la nation, la laïcité ou la liberté ont été échangées contre les principes de charité publique, d'importation de main-d'œuvre, de soumission religieuse et de censure néo-moralisatrice ; tandis que « la droite », historiquement partisane de l'élitisme héréditaire, du séparatisme culturel ou de mise en concurrence mondiale des travailleurs, vante aujourd'hui la méritocratie scolaire, l'assimilation des étrangers et la préférence nationale. Ce *qui pro quo* est verrouillé par la *bien-pensance*, et pourri d'anathèmes, de démagogie, de clientélisme et d'arrivisme où même les éléments de vérité sont défendus par des mensonges.

Toute recomposition populaire des repères politiques, culturels ou anthropologiques ne pourra se faire que par la pulvérisation de ce brouillard idéologique à partir des réalités vécues et hors des chantages à l'orthodoxie.

La population française s'est elle-même résignée au poison délicieux de la société de consommation après les massacres totalitaires du XX^e siècle.

Installée dans l'imaginaire de la croissance du niveau de vie et de la paix civile depuis les mythiques *Trente Glorieuses*, elle sait avoir tout à perdre des transformations en cours. Les multiples insécurités s'amplifient et se multiplient, sociales, culturelles et maintenant physiques, effritant peu à peu un quotidien vécu comme l'*aboutissement de l'histoire universelle*. Elle prend lentement conscience des basculements de mondes qui s'opèrent et entraînent sa disparition pure et simple en tant qu'unité culturelle, acteur politique et sujet de son destin. Du « vote anti-système » ou « flottant » à l'abstention massive, du mouvement des gilets jaunes aux complotismes multiformes, ses multiples réactions expriment un *instinct de survie* qui ne semble déboucher que sur le désespoir et la dépression.

Progressivement, son univers se clôt dans le divertissement et l'insignifiance, tissant un ensemble de colère rentrée, de cynisme angoissé, de conformisme apeuré et de dépendance technologique du berceau à la tombe – renforçant le monopole d'un pouvoir qui ne *compte plus rendre de comptes à personne*.

Cette situation est l'aboutissement d'un pourrissement depuis deux ou trois générations. Elle découle, en dernière analyse, du retrait historique des peuples européens de la scène politique après avoir métamorphosé leurs sociétés médiévales. Les institutions occidentales, notamment républicaines, ayant été forgées dans ces conflits multi-séculaires, sinon millénaires, ce que l'on appelle crise politique ou institutionnelle est en réalité *un régime dont les fondements se sont dérobés*, devenu hors-sol, symptôme d'un délabrement civilisationnel. La situation peut être qualifiée de méta-stable, ou en surfusion, capable de basculer brusquement. Derrière cette stabilité trompeuse, *la confusion se généralise* dans tous les domaines et la désagrégation sociale se présente comme un *emboîtement de cercles vicieux* que rien ne paraît pouvoir enrayer. Il s'agirait alors de comprendre si le chaos qui s'étend accouchera d'un autre ordre, et lequel.

Différentes grilles de lecture ont été avancées : progressistes contre conservateurs ; bloc élitair *versus* bloc populiste ou mondialistes opposés aux patriotes ; métropoles et banlieues face à la France rurale et périphérique ; etc. En réalité, et de tous points de vue, le délitement occidental est d'abord *la fin de toute créativité historique et populaire* qui nous arrache au projet démocratique pour laisser s'installer *un univers de type impérial*, caractérisé par un état autoritaire et surplombant, ponctionnant un troupeau humain irrémédiablement atomisé en classes, communautés, statuts, territoires, religions, corporations, lobbies... Cette tendance historique oriente profondément l'évolution du paysage politique.

L'État impérial est évidemment préfiguré par le parti médiatico-politique, qui s'affranchit progressivement de tout dispositif démocratique, contrôlant la sphère économique et creusant les écarts de richesse, rançonnant les fractions de populations soumise et désarmées, promouvant et recrutant celles capables d'exercer leur domination, arbitrant la concurrence généralisée des producteurs entre eux, accélérant leur émiettement social et leur éclatement culturel par l'ingénierie migratoire intra et internationale. La seule direction gouvernementale de la caste macronienne est cette *realpolitik*, qui aménage cette pente vers laquelle tout semble converger et d'abord la pression géopolitique des aires impériales chinoise, russe ou turque entrées en concurrence mimétique.

La fausse dissidence est assurée aujourd'hui par les *partis-zombies*. Ils œuvrent à rendre inconcevable toute unité populaire, d'abord en entretenant l'illusion d'une *incompatibilité entre la question sociale et la question identitaire* ou nationale, puis en les instrumentalisant au profit des *dynamiques impériales*.

Le cartel des « gauches » emmené par J. L. Mélenchon se pose en rentier des souffrances des déclassés mais exprime plus le *consumérisme contrarié*. Il réveille les tropismes millénaristes en faisant miroiter un monde d'abondance illimitée, de technologies salvatrices et de réconciliation universelle. Sinistre héritier du totalitarisme communiste, il en reprend l'ambition : la *destruction par tous les moyens de l'inventivité historique occidentale*, profondément étrangère à la logique impériale. Ses moyens sont le sabotage de ses repères culturels et anthropologiques (« wokisme ») et l'alliance avec ses ennemis mortels que sont l'islamisme, le communautarisme et le racialisme aujourd'hui connectés à une délinquance de gangs devenue envahissante. L'éloge des régimes autoritaires, russe ou latinos, rejoint sa *complaisance pour l'impérialisme capillaire musulman*. Le sabotage du mouvement des gilets jaunes par ces militants montre que ces mouvances incarnent l'avant-garde de la destruction de l'expression populaire par l'imposition d'une *Novlang*.

Les divers débris de la « droite » capitalisent facilement l'horreur que ces perspectives soulèvent chez un peuple qui refuse son dépeçage. Les Le Pen et Zemmour monopolisent la question identitaire ou nationale, profitant de la panique montante face aux monumentaux basculements démographiques et culturels. Leurs diatribes plus ou moins martiales contredisent le « progressisme » techno-capitaliste qu'ils louent mais dont le

principe est précisément *de court-circuiter toute possibilité d'auto-limitation*, frontières et traditions en premier lieu. Ces pseudo-conservateurs ressassant des grandeurs passées refusent de distinguer la constitution historique d'une *Europe polycentrique* et les *poussées unificatrices impériales*, jusqu'ici inabouties et dont ils sont en réalité nostalgiques. Ici aussi les trahissent leurs affinités avec un régime russe renouant avec ses ambitions colonisatrices.

Les populations françaises, et plus généralement européennes et occidentales, ayant tissé au cours des siècles de multiples dispositifs de contrôle de l'État, se retrouvent littéralement *livrées à une nouvelle sauvagerie*. Les classes populaires sont prises en tenaille entre une couche dominante parasitaire qui la ponctionne et lui interdit toute réaction et la démultiplication des prédations, razzias et terreurs exercées par une néo-barbarie importée. Leur seul horizon plébiscité est celui de la *souveraineté populaire*, ou démocratie, jusqu'ici assurée conjointement par le principe de la *nation* et de la *justice sociale*. Deux piliers de l'imaginaire occidental que les totalitarismes ont profondément discrédité sous la forme du nationalisme et du socialisme. L'évolution anthropologique mondiale les rend de toute façon difficilement envisageables : la nation n'est plus à l'échelle du monde, et le projet d'égalité sociale est inconcevable au sein d'un agrégat « multiculturel » qui ne peut plus s'appeler « société ».

Ces considérations donnent sens à l'accentuation de phénomènes déjà connus : l'*abstention croissante* se révèle ainsi le rétablissement *de fait* du suffrage censitaire c'est-à-dire l'invisibilisation du pays profond, déjà considéré comme minorité négligeable ; le *pouvoir d'achat*, dont l'obsession est savamment entretenue, est en réalité considérée comme le dernier sauve-qui-peut permettant de fuir momentanément par l'ascension sociale la précarisation et l'ensauvagement engendrés par l'arbitraire étatique ; le *vote communautaire* participe à la recomposition des électorats en lobbys ethno-culturels, l'« extrême droite » incarnant le vote des autochtones et assimilés ; enfin la *dissolution de la question écologique* la désamorce, permettant son instrumentalisation pour préparer l'établissement d'instances mondiales de gouvernement sous couvert d'internationalisme forcé.

De la décomposition politique interminable semble émerger une logique impériale, que l'on n'a jamais vu s'installer sans guerre civile. Mais la crise de régime qui s'ouvre enfin pourrait être l'occasion d'une clarification et d'une recomposition politico-intellectuelle. Il y aurait à articuler les questions politiques, sociales, identitaires et écologiques, parfaitement indissociables, en direction de cette émancipation individuelle et collective dont l'Occident est encore porteur. Cela exigerait, avant toute chose, de commencer à lutter contre la bêtise purulente, qui confine à l'épidémie.

Wokisme et obscurantisme : articulations et complémentarités

Article (reprenant en partie le contenu du texte de présentation de la « Cartographie des mouvances anti-Lumières »¹) publié dans la revue « front Populaire » le 11 juillet 2022, signée Quentin Bérard, enseignant et formateur en écologie et ethno-écologie, auteur de Éléments d'écologie politique : pour une refondation (éd. Libre & solidaire, novembre 2021), animateur du site collectifieuxcommuns.fr inspiré par C. Castoriadis.

Au cours des deux dernières décennies, deux ensembles politiques sont devenus très influents dans les sociétés occidentales : le « déconstructionnisme » (ou « progressisme » ou, dernièrement, « wokisme »), issu de diverses fractions d'extrême gauche, et le « fondamentalisme » (ou « obscurantisme », « communautarisme » ou néo-« traditionalisme »), véhiculé essentiellement par des populations d'origine immigrée opérant un retour identitaire. Ces deux ensembles ont en commun la reprise de réflexes et de mécanismes proto-totalitaires identifiés, mais leur articulation reste largement impensée.

Les nébuleuses progressistes et les galaxies obscurantistes

Plutôt que deux mouvements circonscrits, il s'agit de vastes ensembles, tantôt diffus tantôt structurés, à replacer dans deux dynamiques distinctes visant des objectifs différents.

Le « déconstructionnisme » cherche passionnément à « déconstruire », c'est-à-dire discréditer, délégitimer et détruire, tantôt ou simultanément, la différence sexuelle (néo-féminismes), les pratiques alimentaires (végans), le mode de vie (écologistes « radicaux »), l'enracinement (militants humanitaires), l'organisation sociale dans sa globalité (néo-gauchistes), la totalité des savoirs humains (les « *studies* »), etc.

De son côté, le « fondamentalisme » cherche à imposer sa sécession religieuse (islamisme ou néo-évangélisme), son séparatisme ethnique (communautarisme et sécessionnisme), sa hiérarchie raciale (racialisme), son ordre moral (néo-sexisme), etc. Ces deux grandes tendances de moins en moins minoritaires – les premiers dans les institutions médiatico-politiques, les seconds dans les métropoles et leurs couronnes urbaines – semblent s'opposer politiquement ; le « déconstructionnisme » étant une résurgence de postures progressistes d'extrême gauche, le « fondamentalisme » dans son conservatisme caricatural incarnant une extrême droite totalement décomplexée. Mais on les voit pourtant s'hybrider de façon spectaculaire dans l'islamo-gauchisme, l'indigénisme, l'insurrectionnalisme, l'écologie décoloniale, le néo-féminisme ou le sans-frontiérisme.

¹ Disponible sur notre site.

Prise en tenaille

Cette convergence apparemment contre-nature n'est ni fortuite ni tactique : son ciment est une *haine viscérale des sociétés occidentales*.

Elle forme une véritable tenaille destructrice : le « déconstructionnisme » cherche à détruire *de l'intérieur* les fondements de nos sociétés contemporaines sans même chercher à formuler une alternative crédible tandis que le « fondamentalisme » impose, *d'un extérieur* revendiqué, des valeurs exogènes et des (pseudo-)principes traditionnels sans pouvoir – ni même essayer – de réfuter ceux des cultures d'accueil ; le premier, élitiste et avant-gardiste, déconstruit d'en haut, le second, populaire et diffus, refonde à partir du bas pour miner les sociétés occidentales ; le post-modernisme de celui-ci s'articule avec le pré-modernisme de celui-là contre les acquis de la modernité ; le vernis politico-intellectuel de l'un et l'ancrage populaire de l'autre forment illusion dans la perspective commune *d'en finir avec les principes des Lumières, les acquis du monde moderne, et la spécificité du projet d'autonomie de la civilisation occidentale*.

Détestation des fondements démocratiques de l'Occident

Ce qui est honni dans cet Occident n'est pas, très précisément, ce qu'il se reproche lui-même sans cesse depuis son apparition mais, tout au contraire, *son principe même d'auto-institution*, la capacité d'auto-critique et d'auto-transformation d'une société.

« Déconstructionnisme » comme « fondamentalisme » sont de ce point de vue anti-démocratiques : le premier rend impossible toute délibération rationnelle (ou simplement raisonnable), le second brandit une parole révélée ou un état de fait indiscutable. Cela se retrouve dans leurs modes d'action (censures, interdictions, intimidations, menaces, violences) comme dans leur stratégie (mépris sans bornes pour les « petites gens » simplement dubitatifs face à leurs délires, particulièrement s'ils sont occidentaux ou occidentalisés).

Contre l'autonomie : l'anomie et l'hétéronomie

L'objet de leur détestation est en réalité le principe de liberté ou, plus exactement, le *principe d'autonomie*, au sens de C. Castoriadis ; cette capacité pour les individus comme pour les collectivités à poser, élucider, délibérer pour instituer explicitement leurs volontés, leurs valeurs, leurs projets, bref, leurs institutions, leurs *nomos*.

Le « déconstructionnisme » ne s'inscrit en rien dans ce courant : il ne cherche pas, sinon tactiquement, à changer les lois ou les normes, mais bien à les *détruire* – il ne cherche pas l'autonomie, il veut installer l'*anomie*. Le « fondamentalisme » refuse l'autonomie non comme existence de normes, mais en tant qu'elles sont *librement acceptées* : il les veut arrimées à une instance extrasociale indiscutable, qu'elle soit un Dieu, une Race, une Ethnie, un Sexe – il a en horreur l'autonomie, au nom de l'*hétéronomie* qui le caractérise.

Nos sociétés historiques, en délabrement intrinsèque depuis les deux guerres mondiales, quittent peu à peu les rivages familiers et pluriséculaires de l'autonomie pour s'adonner à l'anomie, dont le « déconstructionnisme » n'est finalement que la *rationalisation*. Nous nous dirigeons de plus en plus sûrement vers l'hétéronomie contre laquelle se sont constitués la Renaissance, les Lumières, le mouvement ouvrier, celui de la libération des femmes, mouvements instituants de notre modernité occidentale dont le « fondamentalisme » veut accélérer le remplacement.

Cette tripartition, *autonomie, anomie et hétéronomie*, se retrouve dans les trois domaines où il est pertinent d'analyser le « wokisme » comme le « fondamentalisme » : les domaines politique, philosophique et religieux.

Dimension politique : le tribalisme et l'impérialisme contre le polycentrisme

Politiquement, ces deux grands ensembles peuvent être à leur tour découpés transversalement en deux grandes tendances permettant d'articuler anomie et hétéronomie : le « tribalisme », les « communautaristes » ou « néo-barbares » d'un côté, l'« impérialisme », les « mondialistes » ou les « anywhere » de l'autre.

Le « tribalisme » regroupe tous ceux qui minent l'intérêt général en ne reconnaissant que les intérêts particuliers de leur camp, de leur clan, de leur sexe, de leur religion, de leur ethnie, etc. Ils ne cherchent absolument pas à *faire la société*, qu'ils parasitent et contribuent à disloquer, mais bien à l'instrumentaliser à leurs propres fins et quels qu'en soient les moyens, jusqu'à la violence sans retenue. Ils ne revendiquent pas l'enracinement éclairé ou l'appartenance libre, mais l'*assujettissement* de l'individu fondu dans sa tribu et totalement aliéné à ses totems et ses tabous.

L'« impérialisme », au contraire, ne se réclame que de la société, de *toutes les sociétés*, même, qu'il s'agirait d'unifier sous un État unique transnational et surplombant, arbitre, garant et partie prenante de la concurrence multiculturelle. Il ne s'agit pas là non plus de faire société, mais de créer une totalité universelle où l'individu disparaît également au profit d'un sujet *inféodé* à l'État impérial, sans prise sur son cadre politique et captif d'un réseau d'allégeances et de vassalités.

Loin de s'opposer fondamentalement, « tribalisme » et « impérialisme » s'impliquent mutuellement, selon une dynamique mise à jour au XIV^e siècle par Ibn Khaldoun : les marges violentes des empires les harcèlent perpétuellement, leur fournissant des mercenaires, puis les submergent, provoquant l'effondrement de l'empire que leur clan refonde selon les mêmes principes, avant de se pacifier à leur tour et de devenir vulnérables aux attaques aux frontières des peuples du *limes*. Dialectique millénaire qui semble avoir animé tous les empires depuis l'Assyrie jusqu'aux Indes britanniques, et a été reprise par les menées totalitaires du XX^e siècle. Elle est bien sûr violemment opposée au peuple en armes exerçant une souveraineté populaire, laquelle ne peut s'exercer que dans un périmètre circonscrit, communes, régions ou nations porteuses d'un projet collectif autodéterminé.

Dimension philosophique :

post-modernisme et pré-modernisme contre la modernité

Dans le domaine philosophique, on retrouve également deux démarches opposées et une même convergence : utiliser *contre elle-même* la capacité occidentale de remise en question, afin d'y substituer, ses dogmes hétéronomes pour le « fondamentalisme », une *autodestruction de la raison* pour l'anomie « woke ».

La généalogie de cette dernière est connue : de Heidegger et Nietzsche à l'École de Francfort et A. Gramsci puis H. Marcuse et bien sûr M. Foucault et J. Derrida, c'est toujours un monde entièrement dominé par un principe unique et ontologiquement mauvais qu'il s'agirait d'abattre. Au fil de la dégénérescence de ce *monisme* qui a nourri les totalitarismes, il est devenu impossible d'identifier une *pensée* dans ce post-modernisme : la critique de l'existant est strictement canalisée contre l'Occident, la théorie est immédiatement engluée au nom de la Cause et l'autonomie de la pensée à fait place à l'embrigadement en même temps qu'à la destruction de toute règle, à commencer par le langage. Cette anomie veut en finir avec l'*interrogation illimitée* par une *saturation d'insignifiance*, comme un suicidé fuit sa condition insupportable de mortel.

Inverse exact, la « philosophie » de l'« obscurantisme » n'est que l'affirmation inquestionnée de dogmes hérités, néo-traditionnels, religieux ou coutumiers. Les mythologies ancestrales sont d'autant plus caricaturalement revendiquées et idéologisées qu'elles ont été corrodées et déstructurées par ce questionnement moderne. Islamisme, communautarisme et racialisme sont des mouvements *authentiquement réactionnaires* qui excèdent tous leurs équivalents occidentaux : l'esprit y est pris dans une stricte clôture forclosée par la Révélation, la destinée ou le clanisme, et la discussion rationnelle leur est *inconcevable*.

Il s'agit, dans les deux cas, d'en finir avec la pensée libre et argumentée pour renouer avec la *pensée magique* – on ne s'étonnera pas, alors, ni des références à la sorcellerie ni des procès en sorcellerie. Sur un plan psychologique, la *culpabilité narcissique* qui caractérise les « éveillés » – telle que l'a excellemment formulée le psychanalyste D. Sibony – s'emboîte parfaitement au *complotisme victimaire* des « fondamentalistes » : ceux-ci reportent sur une puissance persécutrice et omniprésente les démentis infinis que leur inflige la réalité, les premiers prenant sur eux cette responsabilité qui les propulse au centre et à l'origine du monde, les deux formant un circuit fermé d'auto-engendrement.

Dimension religieuse : néo-christianisme et islamisme contre athéisme

Ce sont leurs aspects religieux qui permettent de saisir le mieux la nature du « wokisme » comme du « fondamentalisme », dont le sens échappe à nos sociétés fortement sécularisées, oubliées des fondements théologiques et abîmées dans une sorte de flottement spirituel.

Le « wokisme », compris comme le dernier avatar d'un marxisme-léninisme rendu méconnaissable par ses métamorphoses tiers-mondistes, n'en reprend plus que

le *squelette judéo-chrétien* : une avant-garde consciente composée de prophètes, d'apôtres et de disciples agissant au nom d'une minorité élue et opprimée appelée, par un sens inéluctable de l'histoire, à faire spontanément jaillir du chaos un monde de réconciliation universelle. Ces véritables *néo-chrétiens* secrètent une soupe primitive néo-gnostique mâtinée de manichéisme, d'animisme, de stoïcisme. Il s'agit d'un syncrétisme tâtonnant regroupant *le deuxième et le quatrième monothéismes* (chrétien et marxiste), un millénarisme apocalyptique bien décidé à en finir avec le principe de réalité.

Les dimensions religieuses du « fondamentalisme », multiples et bien plus explicites, sont largement dominées par l'islam, seule religion héritière du *projet millénariste* judéo-chrétien visant l'instauration *d'un empire théocratique*. Sa renaissance depuis un siècle est sans renouveau théologique : elle est une crispation identitaire face à une modernité incompréhensible à l'intérieur du message et d'un *modèle mahométhan irréfornable*. Cette rigidité même de l'islam, son prosélytisme compulsif, mais aussi son histoire de gestion différenciée des populations, lui donne naturellement un avantage offensif au sein du délitement anthropologique actuel.

Le syncrétisme anémique d'un côté et l'orthodoxie hétéronome de l'autre se rejoignent dans leur détestation d'un Occident qui est parvenu à créer *un sens sans transcendance* tout en produisant, pour tous, une opulence et une liberté réelles *que seuls leurs Paradis auraient dû réaliser*.

Ce qu'il y a à sauver

L'articulation entre les galaxies « wakes » et les nébuleuses « obscurantistes » sur les plans politique, philosophique et religieux (mais aussi sociologique, idéologique ou anthropologique) est compréhensible : il s'agit d'un tir croisé ravageur mais dont l'efficacité n'est qu'à la mesure de la dégénérescence intrinsèque de l'Occident depuis la guerre civile européenne de 1914-1945 qui l'a profondément dévitalisé.

L'extrême droite européenne, très marginale, fantasme une refondation de la civilisation occidentale, mais sans en saisir la singularité émancipatrice. Celle-ci ne réside pas dans la chrétienté mais au contraire dans la laïcité et surtout l'athéisme ; elle n'est pas la grandeur passagèrement impériale d'une nation mais au contraire une synergie polycentrique inter-nationale ; et elle n'est pas non plus la puissance instrumentale technoscientifique mais le déploiement d'un projet d'autonomie alliant auto-limitation et lucidité qu'incarnent la démocratie, la philosophie et la psychanalyse, ressorts originaux et fondamentaux d'une créativité historique exceptionnelle.

C'est cette *singularité civilisationnelle*, universelle pour autant que n'importe qui peut se l'approprier, qu'il y aurait à sauver et à approfondir. Cela ne se fera qu'à travers son exercice par le plus grand nombre, c'est-à-dire la reprise d'une histoire écrite *cahin-caha* par les peuples eux-mêmes depuis au moins le XIII^e siècle, et visant l'autonomie individuelle et collective.

« La paix sociale sexuelle est achetée au prix du silence... »

L'entretien ci-dessous a été publié sur notre site en décembre 2020, puis a donné lieu en avril 2021 à une émission d'« Offensive sonore » sur Radio Libertaire diffusée en deux parties sous le titre « Violences sexuelles dans les quartiers d'immigration ».

« Toute vie est processus de démolition (...) la marque d'une intelligence de premier plan serait qu'elle soit capable de se fixer sur deux idées contradictoires sans pour autant perdre la capacité de fonctionner. On devrait par exemple pouvoir comprendre que les choses sont sans espoir, et cependant être décidé à les changer »

F. Scott Fitzgerald, *La fêlure*

Gabriel, tu vas nous faire part des témoignages que tu as recueillis auprès de jeunes en banlieue, mais peux-tu auparavant te présenter brièvement ?

J'ai travaillé en Seine-Saint-Denis plus de six ans avant de faire complètement autre chose, d'abord dans une association privée qui s'occupait d'aide aux mineurs en difficulté (errance, rupture familiale, mineurs isolés...) puis dans un secteur public qui s'occupe de mineurs déjà placés, de jeunes « en contrat jeune majeur » ou en suivis divers par les services sociaux.

Tous ces témoignages sont réels, redondants et très familiers pour bon nombre d'acteurs du social. Ils sont peu divulgués car il y a la notion de secret professionnel, mais aussi par habitude, on ne parle pas de ces choses-là à l'extérieur ou très peu, au même titre qu'une femme battue n'ira pas évoquer ses difficultés, c'est un mélange de pudeur et de « devoir de réserve ». Je précise que j'ai un certain nombre de collègues qui démissionnent ou qui sont dans un absentéisme chronique ; d'autres, d'un profil plus opportuniste, n'ayant aucun sens du service public, profitant de leur statut de titulaire fraîchement acquis, peuvent ne travailler que 3 mois dans l'année sans être inquiétés ni financièrement, ni par leur hiérarchie, ils enchaînent sans réserve les arrêts maladie de convenance. Enfin, il y a tous ceux qui sont sous antidépresseurs afin de continuer à faire le job, c'est-à-dire pas suffisamment voire pas grand-chose : soustraire l'enfant à la cellule familiale ou au milieu ambiant, le déplacer ou le mettre en foyer, ce qui parfois est bien pire notamment pour les jeunes filles et les adolescents homosexuels, car ils sont des cibles faciles.

Il y a aussi un certain nombre d'adolescents qui font semblant d'être ce qu'ils ne sont pas, pour ne pas subir les foudres des petits caïds et se voir maltraités à leur tour. On retrouve ici le système mafieux dans toute sa clarté, si tu n'es pas avec nous tu es contre nous.

Les jeunes évoqués ici ont entre 12 et 17 ans, certains sont majeurs et tous viennent du 93.

Est-ce que tu peux nous donner quelques exemples ?

Je commencerai par des témoignages non écrits dont je me souviens, mais qui sont restés pour moi assez révélateurs de la détresse et de la brutalité de l'environnement pour ces jeunes.

Tous les jours, tous les soirs, qu'il pleuve ou qu'il vente, dans des coins de collèges ou lycées (oui oui, collèges aussi), des arrière-cours d'immeubles, des apparts ou des voitures en fond de parking, des jeunes filles se font défoncer la gueule, la dignité ou le fondement dans une totale indifférence, non si pardon, par-ci par-là des « *Ouh oh, la, la ! Quelle horreur ! Ça fait jeune, pauvre gamine... merci, au revoir* ». Au cas où certains ne s'en rendraient pas encore compte, zone de non-droit ne veut rien dire, parce qu'il y a bien un droit : celui du plus fort. Un droit, une loi et même des usages.

Alors voilà. Entendus, recueillis à l'hosto ou dans divers services sociaux, souvent redondants, donnant lieu à des plaintes ou non selon le souhait des adolescentes, ici des témoignages dont l'anonymat reste bien sûr essentiel.

Ils se répètent et très souvent se ressemblent :

- « *On sortait du collège, il m'a dit raccompagne-moi juste chez moi et il a porté mon sac avec mes affaires dedans. Quand on était devant sa porte il a ouvert et a jeté mon sac au fond du couloir; j'ai dit pourquoi tu fais ça et j'ai couru chercher mon sac, après il a fermé la porte et il a insisté deux heures, j'avais peur que sa mère revienne alors on l'a fait, après j'ai dû partir vite, c'était ma première fois. J'ai oublié mon sac mais il a crié quand j'ai sonné. Je suis rentrée et c'est là que mon cousin m'a tapée parce que tout le monde avait fini le repas, on m'attendait, j'ai rien osé dire* »

- « *L'éducatrice m'a dit que c'était pas normal d'embrasser d'abord le sexe de son copain alors qu'on s'est jamais embrassés sur la bouche avant, mais j'ai des copines qui le font aussi j'ai pas réfléchi du coup, ça se fait. Mais je sais que si il te demande de le faire à ses copains, là c'est pas normal. Après j'ai des copines qui le font pour faire plaisir à leur copain. Après c'est difficile, une fois que ça commence les garçons te lâchent plus* »

- « *On va ensemble aux toilettes, c'est mieux sinon des garçons te demandent des fellations* »

- « *Il faut taper une autre fille, n'importe laquelle, sinon tu montres pas ta force, on te prend pour une faible, et après les garçons rigolent de toi et des fois ils t'emmènent derrière et te touchent et tout. Une fois j'ai même frappé une copine à moi mais tout le monde fait ça, si t'es faible tu te fais trop taper après* »

- « *J'ai fait confiance à la fille, elle m'a amené chez son copain mais après elle est partie et des garçons sont venus, j'ai dû coucher avec tout le monde, j'ai peur que ça recommence et surtout que ça se sache, mon père va me tuer* »

- « *J'ai pas voulu sortir avec un garçon, il a mis mon nom sur « balance ta keh » sur snap. Même si t'as rien fait, une fois que tu es dessus t'es comme une pute, et si tu te fais violer c'est de ta faute. Moi je suis encore vierge et je me fais insulter, je vais plus en cours, j'aimerais changer de lycée. Il y avait un garçon que j'aimais bien, il me traite de salope, ça c'est dur pour moi* »

- « Il m'a dit ou tu me sucés et je dirai rien, ou tu me sucés pas et alors je dirai à tout le monde que tu l'as fait, donc je l'ai fait, il l'a quand même dit. J'aimerais partir; j'en peux plus des insultes, j'ai arrêté d'aller en cours »

- « Il m'a fait comme mon premier mec, pour pas qu'il y ait de marque : il met la main en bas sous mes côtes, enfonce et remonte et ça fait très mal, alors je dis oui, maintenant je réfléchis plus, je me laisse faire. Même si c'est mon copain, des fois j'ai pas envie mais j'ai pas le choix »

- « Ma mère a pas voulu que je dise ce que mon oncle a fait, après j'ai été placée, et j'ai été violée plusieurs fois à côté du foyer mais après ça s'est arrêté, ils étaient gentils. On m'a dit dans la famille tu vaux rien, en attendant j'ai 6 000 euros et des fois plus depuis que je fais ça dans la chambre à l'hôtel, à côté un garçon surveille toujours si ça se passe bien, j'ai confiance, il était dans mon lycée. Je vois des fois trois personnes par jour mais à 16 ans j'arrête, je retourne chez ma grande sœur, elle a de la place pour moi »

- « Après une dispute avec mon père je suis allée marcher dehors et je voulais pas rentrer, un homme a dit vient dormir chez moi, tu peux pas rester dehors, j'ai dû lui faire vous savez quoi dans l'escalier, après il a insisté, j'avais peur, j'ai couché deux fois avec lui, il devenait méchant et à 5 heures il m'a ramenée vers le tram. En rentrant mon frère m'a tapée et donc j'ai un œil enflé maintenant »

- « J'ai pris le train pour aller voir ma sœur à son foyer, j'ai marché en attendant que ça ouvre et un homme m'a proposé d'attendre chez lui. Il avait l'air gentil, on a mangé, et puis après je me souviens d'une voiture avec des formes dedans, j'étais assise derrière et je me suis réveillée avec ma culotte en bas, j'étais dans un parking, on était déjà le samedi et j'ai retrouvé ma sœur. Elle m'a dit de faire attention la prochaine fois »

Et du côté des garçons ?

- « J'étais avec un copain, il m'a dit viens on va à l'appart de mon cousin, sa mère est pas là. Il y avait une fille là-bas qui était pas bien, elle dormait à moitié et mon copain a couché avec, après il m'a dit vas-y, alors j'ai fait semblant. Je dors plus bien, je pense souvent à la fille, elle est encore dans le quartier et se fait insulter, moi aussi je l'insulte, je fais comme tout le monde »

- « On m'a demandé de tenir les bras d'une fille qui dormait, elle ne bougeait pas, j'ai pas compris, je suis parti, je me sentais mal, je savais pas quoi faire, après les deux jeunes sont allés en prison et un copain m'a dit que un des deux se fait violer tous les soirs là-bas, c'est sa copine qui l'a dit »

- « J'étais avec des copains et des gars sont venus en scooter, on m'a volé ma banane, j'étais choqué, mon copain a pris une droite, ils l'ont tapé, j'ai couru mais dans la petite rue ils m'ont donné des coups de pieds partout. J'ai dit à ma mère que je suis tombé avec le scooter de quelqu'un, comme je saignais. Je fais plus de sport parce qu'on doit passer devant un autre lycée et c'est dangereux. Je fume tous les jours, comme ça j'oublie, j'ai peur dès que je sors, je tourne la tête sans arrêt, j'ai l'impression de devenir fou »

- « *Toutes mes copines sont plus fortes que moi, je me suis tellement fait taper parce que je me maquillais et que j'étais un garçon, maintenant je me protège, si mes copines étaient pas là je ne sortirais plus du tout* »

On pourrait bien sûr continuer longtemps, et il y a bien sûr plus violent. Les viols, tournantes, pressions constantes, fellations à la sauvette, tabassages de jeunes, se font en toute impunité chaque jour, et chaque jour un pénis rentre dans une bouche ou un corps qui ne veut pas, et certains jeunes terrorisés à répétition font semblant d'en être ou ne disent rien pour éviter le pire. Il y a la loi du plus fort, et le silence des agnelles. Pourquoi se gêner ? Personne ne dira rien. Territoires perdus de la morale et du consentement. La liberté n'est et ne sera jamais une débauche perpétuelle.

Cela doit avoir des conséquences dans la vie publique...

Beaucoup de stress quant à l'habillement. Le choix paraît simple : s'habiller de manière à ne pas être attractive ou repérable (se masculiniser ou être constamment en position de « jeune maman » qui s'occupe des courses et des jeunes frères et sœurs, mettre un voile et une tenue informe en montrant une piété ostensible, etc.) ou s'habiller comme on veut et plonger dans la spirale infernale de critiques, micro-agressions ou viols qui peuvent mener la jeune à se prostituer, petit à petit ou de manière brutale, c'est-à-dire du jour au lendemain. Une chose est sûre : une fois que l'environnement (voisins, certains jeunes du quartier) ont décidé d'identifier et de qualifier la jeune de « *pute* », c'est terminé, il n'y a aucun moyen d'en sortir, et quand je dis *aucun* c'est bien réel. Il n'y a rien de plus dur que de se racheter ce que j'appellerais une virginité sociale, même si on est encore vierge d'ailleurs. Il y a une fabrique du coupable très efficace et imparable, qui permet d'avoir sous la main des jeunes filles à abuser et brutaliser. De ce que j'ai pu constater, une seule chose marche vraiment : avoir un enfant et être prise en charge par des maisons maternelles, partir de chez soi et, quand on en revient, avoir la poussette chargée de courses et une vie maternisée avec une sorte de statut qui protège. En somme, passer de la putain à la maman. Même si on n'a jamais voulu être ni une putain ni une maman. La maternité sauve de l'enfer. Il y a donc la fuite, l'exploitation ou devenir mère.

Les vêtements, même s'ils sont étudiés pour ne pas attirer l'œil, posent des problèmes aux jeunes filles que j'ai pu rencontrer, notamment dans les quartiers les plus enclavés de Seine-Saint-Denis comme Aulnay, Tremblay, Clichy sous-bois et certains coins de Drancy.

Les jeunes filles prennent garde à ne pas « *montrer leurs fesses* », c'est ce que me disait l'une d'entre elles. C'est-à-dire qu'avoir un pantalon, c'est être nue sauf si on ne voit pas l'arrière. Quant à l'avant, si je puis dire, bon nombre de jeunes filles mettent des couches de papier dans leur culotte avant de se rendre à l'école ou tout simplement dehors, car elles sont gênées qu'on leur fixe l'entrejambe. Je cite de mémoire : « *si on voit là, c'est pas bon, tu te fais emmerder* ». Rien ne doit prêter le flanc aux commentaires, pas de bosses, pas de couleurs, pour ainsi dire pas de peau apparente. Un cube large, couvert, surtout pas attractif – la *Kaaba*... Ha, ha, ha, je plaisante...

Comment ces filles le vivent-elles ?

Les adolescentes assez jeunes sont extrêmement naïves malgré le taux de violence qu'elles peuvent montrer (parler *wesh*, échanges de coups avec leurs copines pour se donner un genre, voix très fortes, etc.) ; certaines se voient proposer de pratiquer des fellations sur un garçon, puis sur d'autres et c'est le cycle infernal. Il arrive qu'elles soient payées par un kebab ou 20 euros quand ça se passe avec des hommes plus âgés. Soit elles sont naïves et ne se rendent pas compte des conséquences, soit elles le font par bravade en pensant être des « *femmes libres* » car dans leur tête tout peut se mélanger : pour lutter contre une pudibonderie ambiante et les nombreux codes, elles pensent s'affranchir en passant à l'acte. Le nombre de jeunes filles qui ont commencé leur vie sexuelle et amoureuse par des fellations est édifiant, et ce avant même tout échange de baisers. Certains de mes collègues utilisent le mot « michetonner » ce qui est révoltant, il s'agit de qualifier des jeunes filles « *débrouillardes* » (à entendre : qui n'ont pas de souteneurs) s'arrangeant pour avoir des rentrées d'argent afin de s'acheter des choses, mais qui ne semblent pas prises véritablement dans des réseaux. Elles se rapprochent du modèle de Zaïa ou des figures qu'on trouve dans les télé-réalités. L'arnaque consiste à leur faire croire qu'elles sont libres et affranchies alors qu'elles ne sont qu'une marchandise comme une autre. Le site principal, il y a quelques années, c'était *Vivastreet* mais les réseaux sociaux donnent très facilement toutes sortes de visibilité discrètes, si je puis dire.

Il me semble que la paix sociale sexuelle est achetée au prix du silence même partiel sur toutes ces violences. Comme me le disait un jeune adolescent : aucun problème si on veut trouver une fille, il y a toujours quelqu'un qui connaît quelqu'un qui sait où trouver une fille « *facile* », à entendre comme ne pouvant déjà plus se défendre. Il m'a été donné de prendre en charge des jeunes filles tellement abîmées qu'il fallait faire en sorte de ne pas respirer trop fort ou s'approcher trop près sous peine de créer de véritables états de panique avec rigidification corporelle et malaises vagues.

Ces filles ont toutes le même profil ?

On peut dire qu'il y a trois catégories dans ce milieu de la prostitution et des agressions : les jeunes filles sans défense, abîmées et utilisées sans relâche, violentées et droguées, puis les jeunes filles qui acceptent de se prostituer sans subir de violences physiques, genre coups et enfermement, et enfin des jeunes filles au caractère fort qui décident avec qui et quand elles vont se prostituer. Leur âge varie entre 13 et 18 ans, mais une d'entre elles me disait que 15 ans, c'était déjà un peu vieux.

À part les proxénètes de quartier, il y a des réseaux de mères maquerelles africaines, qui reçoivent en hébergement des jeunes filles tout juste arrivées du Mali ou du Congo et qui sont soit prises en charge par les services sociaux, soit sans statut défini, donc en toute illégalité. Elles vont parfois voir à Paris ce qui s'appelle des « *tontons* » et peuvent toucher 200 euros par relation sexuelle. Il m'est arrivé de rencontrer des femmes mûres qui hébergeaient jusqu'à 6 jeunes filles peu habituées à leur nouvel environnement, ne connaissant personne et donc très malléables. Lorsque l'une d'entre elles fuguait et venait au centre d'accueil, il y avait à l'évidence un manque à gagner pour la

« tante », qui ne voulait pas d'histoires et demandait à récupérer la jeune, ou alors à l'opposé ne voulait plus rien en savoir. Certaines de ces jeunes filles ont été placées suite à des informations préoccupantes transmises au parquet, puis leur trace se perd une fois prises en charge par le département. Il n'y a rien de bien concret à leur proposer à part un placement, mais vu l'état de certains foyers, il n'est pas rare qu'elles soient abusées même là-bas.

Concernant d'autres situations de violence, certaines jeunes filles arrivaient dans un état lamentable, privées de nourriture, enfermées chez elles, battues et ayant littéralement fui le domicile. La famille refusait de leur laisser la moindre liberté, le milieu intrafamilial était cloacal, l'extérieur étant considéré comme un danger et les parents ne voulant absolument pas que leur enfant se sociabilise, par peur d'un rapt ou de violences. Quand la jeune fille résiste, il m'est souvent arrivé d'entendre le récit d'un conseil de famille, la jeune fille étant attachée sur une chaise pendant qu'autour ça discute et palabre pour trouver une solution, puis battue par un frère ou un oncle et enfin punie. Selon les milieux et l'éducation (je n'utilise pas le mot culture qui n'a rien à voir avec ces barbaries), elles étaient soit frappées puis enfermées dans une pièce quelques semaines, soit on leur rasait la tête, ou encore des cérémonies assez obscures étaient pratiquées sur elles, avec insertion de piment dans le vagin ou dans les yeux. On m'a dit : « *une amie à moi, sa mère elle lui a mis du piment partout et même sur son sexe parce qu'elle sortait tard et elle lui a rasé les cheveux, là elle est enfermée chez elle, je la vois plus au lycée.* »...

Leurs familles ne sont pas des soutiens ?

Lorsque certaines jeunes filles arrivaient au centre, j'avais l'impression d'un survivant qui s'accroche à un canot de sauvetage de toutes ses forces, ou comme si elles arrivaient aux portes d'une ambassade pour trouver de l'aide. Certaines étaient en short et mal vêtues, les plus débrouillardes arrivaient avec leur carte Vitale et leur pièce d'identité, dans un aller sans retour. Malheureusement parfois elles ont dû retourner dans leur famille, les preuves étant trop minces ou la pression trop forte. Parfois la famille venait les réclamer à 20 personnes... Ce sont des situations dramatiques : la loi ne permet pas de protéger légalement tout le monde et, hélas, il y a la notion d'autorité parentale. Mais il y a tout de même souvent des moyens d'aider ces adolescentes ; on arrive parfois à trouver une personne digne de confiance pour prendre la jeune en charge, ou alors l'aider à se protéger par des conduites de ruses, ou prendre son mal en patience en attendant sa majorité.

Ces jeunes filles ont des corps qui ne leur appartiennent pas, comme si elles étaient des voitures conduites par d'autres, rien n'est possible à part obéir et se conformer. Il y a un grand soutien dans le tissu amical, elles s'entraident, se ressourcent, les amitiés sont extrêmement fortes, certaines cachent leur portable en découpant la toile de leur matelas pour avoir un minimum de vie sociale. C'est le système de la débrouille.

Ce qui est terrible, c'est la pression sociale, le regard du père, du frère, du voisin, l'anxiété massive de la mère qui est censée être responsable de l'éducation et prend absolument tous les reproches de l'entourage. Le père est absent ou n'intervient que pour

menacer et taper, appelé à l'aide par la mère qui vit seule. Une fois que la honte est installée, que l'adolescente est stigmatisée en tant que mauvaise fille, qu'elle ose fuir ou en parler, elle est soit rejetée sur le mode – « *tu n'es plus notre fille* » – soit renvoyée au pays ou maintenue sous un joug quotidien dans une surveillance extrême, et elles plient en attendant leur majorité. Celles qui s'en sortent le mieux laissent tout derrière elles, une main devant une main derrière, comme on dit.

Quel est le contexte social et culturel de tous ces jeunes ?

Les adolescentes en difficulté que j'ai pu rencontrer ont quasiment toutes 2 points communs : elles ont été peu ou prou abusées dans leur enfance et/ou dans leur environnement social (un proche, un oncle, un frère, demi-frère ou cousin et parfois leur propre père, ou des attachements à l'école ou dans leur quartier) et le père est absent de leur discours, soit parce qu'elles ne le connaissent pas, soit parce qu'il a fondé une autre famille ailleurs, soit parce qu'il intervient si peu qu'elles ne le mentionnent pas. Cette absence est presque un invariant, j'ai dû voir moins de 10 pères en tout, est-ce de la pudeur ou un réel renoncement à prendre en charge son adolescent devenu problématique ?

Beaucoup de parents, et donc de mères, travaillaient de façon éreintante en cumulant plusieurs petits emplois mais un bon quart n'était pas actif du tout et sans aucune autonomie financière. Le milieu allait donc de très pauvre jusqu'au bas de la classe moyenne.

Et en termes de cultures d'origine ?

Pour ce qui est des origines géographiques, j'ai pu rencontrer des familles principalement originaires du Mali, du Sénégal et du Congo, mais aussi des Comores et d'Inde, ou du Maghreb, principalement Maroc et Algérie, très peu de Tunisie. Il y a eu quelques familles originaires des pays de l'Est, Macédoine et Moldavie, et aussi quelques familles de gitans sédentarisés originaires de Roumanie. Bien sûr aussi des familles d'origine française très prolétarisées, pour la plupart. Je n'ai vu que très rarement des familles ou jeunes originaires d'Éthiopie ou des pays asiatiques, sinon il peut y avoir des personnes de toutes origines. Il y a aussi des adolescents arrivés en France après une errance auprès de leur mère et frères et sœurs, dans un parcours migratoire extrêmement périlleux où il y a eu des violences faites sur les mères, parfois même jusque dans le bateau et sous les yeux des enfants ; il y a des choses qui sont à peine descriptibles, j'en reviens à cette inhumanité qui signe vraiment la monstruosité de la loi du plus fort. Il y a des jeunes qui sont nés en France, et d'autres qui sont là depuis deux ans ou moins. C'est surtout la première année, je trouve, qu'il y a des problèmes de fugues ou de maltraitements qui sont rapportés.

Pourtant la banlieue se prétend terre de rébellion : comment expliquer ce silence ?

Les manif's indignés qu'on voit fleurir surtout en banlieue, et pour certaines à raison, ne semblent majoritairement faites que par et pour ceux qui se ressemblent : du masculin 16-25 ans qui se prend clés d'étranglement, matraques dans la face, abus divers, et tout ceci est condamnable. Mais, et d'une la colère juste est encore trop souvent instru-

mentalisée pour servir des agendas politiques identitaires, qu'ils soient « *racialistes* », « *décoloniaux* » ou « *cléricalistes* », et de deux s'occulte avec constance le drame quotidien des abus sexuels répétés sur de jeunes mineurs, en majorité des filles mais aussi de jeunes garçons, gays ou non.

Les revendications de mêmes droits pour tous sont donc majoritairement pour l'instant, des portes d'entrée royales à ces nouvelles extrêmes droites essentialistes qui assignent à des places prédéfinies et attisent les séparatismes anti-fraternels, envoyant comme chair à baston de jeunes hommes englués dans cette souricière idéologique.

On ne peut pas réclamer l'arrêt de violences policières illégitimes et fumer pépouze devant son entrée d'immeuble quand là, au 5^e étage, une gamine de 15 ans en état second se fait violer. Sinon quoi ? On ne se bat que pour les droits de ceux qui nous ressemblent ? On serait dans des privilèges à conserver, le pratico-pratique du soulagement pulsionnel justifiant toutes les lâchetés ?

Je n'accorderai aucune, mais aucune, crédibilité aux manifs de cités pour la fin des violences policières tant que ces jeunes n'élèveront pas aussi leur voix contre certains de leurs pairs, pour qui une vie sexuelle régulière se base depuis beaucoup trop longtemps sur attouchements et viols sur des gamines, dont le conditionnement opérant à la Pavlov est déjà dramatiquement installé (tu dis « *non* » une claque, tu dis « *non* » un coup de poing, et quand tu dis « *oui* » tu es contente si tu ne reçois qu'une claque, il faut bien maintenir la peur et la violence).

Qu'on arrête le délire avec la « *culture du viol* », qu'on foute la paix aux mecs de France toutes origines confondues, qu'on nous lâche la rate avec des « *conceptualités relativistes intersectionnelles* » qui omettent soigneusement ceux qui pourraient être dangereux, ceux dont le terrain de chasse de l'aube au coucher reste les rues. Il faut donner le courage aux jeunes écœurés de ce qu'ils voient, leur donner la force de s'émanciper des discours qui les instrumentalisent, et qu'ils soient épaulés dans ce courage de dire « *non, tu la laisses tranquille* ».

Et du côté de tes collègues ?

J'ai eu différentes sortes de collègues, à part ceux qui font leur job avec éthique et sans attendre une réparation personnelle quelconque : ceux qui s'en foutent et se mettent en arrêt maladie à répétition, peu soucieux de la charge de travail laissée aux collègues ; ceux qui essaient de sauver le monde entier, sont en attente de reconnaissance et finissent usés, poreux et démobilisés ; et ceux qui se servent de l'accès aux adolescents comme d'un vivier d'où seront puisées les forces vives du « *racialisme* » et du « *décolonialisme* ». Ces collègues-là interviennent parfois dans des écoles, ont un discours tout fait où on retrouve les invariants de ces idéologies : La France produit leur misère, la laïcité est un racisme, vous ne serez jamais intégrés, pas la peine de travailler à l'école, les Droits de l'Homme sont ceux de l'homme blanc. Leurs égéries sont en général Rokhaya Diallo, Houria Bouteldja et Saïd Bouamama.

C'est très compliqué de pointer ça quand vous voyez que les chefs s'en foutent ou avalisent sur le mode Edwy Plenel ou Eric Fassin, dans une autoflagellation ou une jouissance morbide à voir ainsi décrier ce que ce pays pourrait transmettre de positif.

Certains jeunes ne sont pas dupes, j'en ai vus qui voulaient faire l'armée, être utiles, se donner les moyens malgré les discours rencontrés. Les livres mis à disposition des adolescents dans un des nombreux endroits où j'ai pu travailler (en remplacement lorsque j'étais en intérim) parlaient essentiellement de rap culture, j'ai vu très très peu d'ouvrages fondateurs ou qui ouvrent la réflexion, ou alors il y avait de vieilles BD sans intérêt, rien qui puisse aider le jeune à trouver autre chose que ce qu'il a à la maison, donc. Il y a des institutions soit complices, soit démissionnaires, beaucoup d'endroits d'aide et de soutien aux adolescents en difficulté sont débordés, alors il y a le choix, se laisser vivre, trouver et garder sa petite place de fonctionnaire, ou faire du militantisme « *décolonial* ». Entre méconnaissance et laisser-faire, les responsables et autres *n+1* se sont en général montrés silencieux ou complices. Il y a un énorme taux d'arrêts maladie dans le social, je n'ai jamais vu ça ailleurs.

Cela crée des tensions au sein des équipes ?

Les tensions sont parfois palpables au boulot, il suffit qu'on propose simplement un jour en réunion de mettre « *origine géographique* » à la place de « *origine culturelle* » sur certaines fiches de renseignements pour que ça crise, alors que l'origine d'un gamin ne dit pas forcément quelque chose de sa pensée et de ses pratiques. Est-ce qu'on se met à la place du gamin à qui on demande « *tu es de quelle origine culturelle ?* », à quel point ça pourrait l'impacter et lui faire opérer une allégeance inconsciente à certaines pratiques liées à son origine ? Il y a aussi des mots comme « *démocratie, laïcité, droits de l'Homme, caricatures, blasphème* » qui créent des tensions immédiates et il faut savoir rester prudent pour ne pas être étiqueté. Ce sont des mots déclencheurs de discours idéologiques de type « *racialiste* » et « *décolonial* », on sent la pensée formatée, établie, non discutable et discutée, c'est comme une bible, en fait, dont on retrouverait les invariants à chaque petite remarque orientée : l'école ça sert à rien, il y a des injustices dues à la couleur et aux origines, ce pays bafoue la justice et l'égalité, etc. Dès qu'il est question des origines ou de la politique, voire de la culture française (surtout ne pas citer un philosophe, sinon des collègues hilares peuvent te faire passer pour un 1^{er} de la classe), quelque chose se met en marche chez certains et la tension est palpable.

C'est cette idéologie « *décoloniale* » qui crée cette tension ?

Lors de certaines réunions on la sent très présente, mais il y a beaucoup de langage qu'on pourrait qualifier d'infra-verbal : des froncements, des soupirs, des regards, on marche sur des œufs mais l'explosion n'arrive jamais, il y a le désir de continuer à bosser en équipe, et la retenue qui fait que tout reste allusif ; par exemple un collègue qui dit « *Il est Charlie lui !* » à propos d'un gamin qui veut devenir policier (aucun rapport d'ailleurs !) ou une éducatrice toute fière de dire que l'adolescente, après qu'elle lui ait parlé, ne se sente « *plus française* » mais « *appartenant au monde* », la nationalité ne veut rien dire, le pays est trop truffé d'injustices, etc. J'ai aussi vu de jeunes collègues se transformer au contact « *d'indigénistes* », monter en puissance dans les critiques faites à la France mais sans aucun recul, ou alors comme ce jeune qui débutait, assez neutre et ouvert, au bout de deux semaines, il parlait déjà de « *renouer* »

avec son africanité » et après les choses ont empiré, il venait avec la revue « Negus »¹ et ne parlait plus que des injustices et de l'esclavage dès qu'il y avait un moment d'échange, s'appuyant sur Lilian Thuram ou Rokhaya Diallo pour soutenir son opinion. Mais ce sont plus que des opinions puisqu'il est impossible de débattre, en global tout est larvé, allusif, et il n'y a plus d'accès à la discussion, ces discussions franches qu'on peut avoir en politique. C'est pour ça que moi je parle de discours idéologique à base de pensée unique, un discours qui ne tolère pas de contrepoint, de discussion argumentée, tout le prêt-à-penser est déjà là. C'est assez douloureux, dans tous les endroits où j'étais j'aurais bien aimé échanger, la discussion ne me fait pas peur, mais c'était trop tendu.

Tu détectes une dimension « raciale » ?

Avec le recul je me dis que le mouvement « *Justice pour Adama* » a juste permis que les paroles se décomplexent, mais l'idéologie était déjà là, entretenue, véhiculée, tolérée par certains chefs de service, soit parce qu'ils s'en foutent, soit parce qu'ils relèvent de la mentalité de *Sud Éducation* ou de la *Ligue de Défense des Droits de l'Homme* qui est très particulière. La cible de ces propos et de ces attitudes que j'ai pu voir c'est la France en général, rien n'est à décharge, on dirait un procès constant et surtout ce « *colorisme* » désastreux. Moi, en tant que blanc, j'ai été toléré par certains collègues parce que la politique m'intéresse et que je n'ai pas de pognon, j'ai donc été apparenté au mec de gauche sans fric, un blanc chez qui rien n'est à envier et qui pourrait être un allié pour faire éventuellement basculer le système. J'ai toujours fait profil bas parce que j'avais besoin de bosser et je ne pouvais pas me griller dans ma boîte d'intérim, tout se sait, le monde du social est petit.

Cela doit avoir des conséquences auprès des gamins....

Lorsqu'un collègue décide que vous ne pensez « *pas bien* », on peut vous limiter l'accès aux adolescents ou éviter d'avoir recours à vous, c'est une façon de restreindre encore plus les offres de pensées. Il y a beaucoup de maladroites faites avec les ados dans les foyers et les endroits où j'ai pu passer. J'entends des « *ne fais pas ta princesse* » à une gamine qui voulait du dissolvant pour changer son vernis, et une fois j'ai vu un éducateur, en intérim comme moi, donc pas là pour longtemps ni depuis longtemps, hurler sur une jeune parce qu'elle avait le langage ultra « *wesh* ». S'est-il demandé une seconde si ça ne la protégeait pas de quelque chose, si ça n'empêchait pas qu'elle soit considérée comme une fille faible et donc attaquable ? Non, ça a été la culpabilisation directe, alors même qu'il n'a jamais repris un garçon avec les mêmes attitudes et le même langage. Les réflexes de survie chez certaines gamines ne sont pas du tout analysés, on se demande quelle formation reçoivent les éducateurs. De ce que j'ai pu voir,

1 NdLC : Revue de la société *Nofi* (contraction de « Noir et Fier »), groupe d'influence de la communauté noire en France ayant ouvert à Saint-Denis et Lyon des magasins orientés en faveur de la communauté pan-africaine (poupées noires, cosmétiques pour les peaux noires, T-shirt, etc.). *Nofi Group* collabore avec certaines institutions et entreprises (*Quai Branly, Netflix, Fondation Cartier et Orange* en tant que société conseil. La revue bimensuelle « *Negus* » (terme désignant un titre de noblesse éthiopien) est donc une revue communautariste assumée faite « *par des Noirs et d'abord pour eux* », consacrée à la culture et à l'actualité panafricaine. Fondée en 2016, elle tire à plus de 10 000 exemplaires et édite depuis 2018 une version enfant : « *Negus junior* ».

j'apparente ces attitudes clairement à du sexisme, les usages qu'on peut voir dans certains quartiers perdurent à certains moments au sein de certaines institutions. Si les jeunes filles ne trouvent aucun discours ferme et répétitif qui les considère comme égales en droit aux garçons, comment est-il possible qu'elles puissent s'affranchir plus vite de ces clichés de « *princesse* » et de « *wesh* » ? Parfois, je n'ai même pas retrouvé la bienveillance mais juste des effets de gardiennage, on s'assure que le gamin va bien aller au foyer ou à l'école, on vérifie qu'il mange et dort bien et puis basta ! Aucun échange constructif, le sujet politique en devenir est complètement évacué dans l'approche qu'on fait avec le jeune. Son éveil, son sens critique, rien n'est pris en charge et le discours sur l'école est très négatif alors qu'il devrait être complémentaire ; on parle d'« *éducation spécialisée* » mais ce n'est ni l'un ni l'autre, c'est au mieux du gardiennage, au pire de l'enfermement quand ce n'est pas de l'embrigadement...

Tu veux dire que le jeune est enfermé dans une sorte de « *ghetto mental* » ?

Comment ne pas être paumé ? Il faudrait peut-être revoir le contenu de la formation d'éducateur, de psychologue, d'assistant social etc, revoir tout et obliger à un tronc commun qui prenne en compte cette soif d'apprendre, cette porosité naturelle de l'enfant, et ne pas s'en servir comme d'un lieu où on vient mettre ses propres idées. Proposer des choses, des lectures, des musiques qui n'arrivent pas jusqu'aux quartiers, exploser ce système de vase clos. Je signale que j'ai aussi rencontré des collègues formidables, ouverts, et qui se donnaient à fond sans juger, sans imposer leurs idées ou croyances, qui ne jugeaient pas une fille voulant se faire avorter ou faisant de la prostitution occasionnelle. Donc des gens impliqués et à peu près sains dans leur rapport aux jeunes, j'en ai vu. Mais il y a aussi de plus en plus de personnes qui n'ont rien réglé de leurs névroses et de leurs phobies et qui n'ont rien à faire là ! J'ai personnellement travaillé avec des collègues qui refusaient de prendre en entretien un jeune parce qu'il était homosexuel, comme un droit de réserve qui est d'ailleurs possible, je pense, mais qui en dit long. Il y avait aussi un jeune en errance dont l'ami voulait venir pour le saluer, mais il avait un chien et ça n'a pas été possible de ne serait-ce que faire venir le jeune à la porte de l'accueil, à cause du chien. La discussion qui a suivi était effarante, la diabolisation de l'animal, sa saleté décrite avec dégoût, une forme de croyance paranoïde.

Il y a aussi une sacralisation de certaines coutumes : Si une mère de famille croit aux esprits ou au maraboutage, bien sûr ça doit être pris en compte dans l'explication de ce que son gamin traverse comme difficultés, mais souvent mes collègues ne gardent plus que cet angle d'approche, et certains ont même un respect peureux et ne veulent même pas introduire un autre angle d'approche qui pourrait éclairer, enrichir ou moduler le point de vue superstitieux. De fait, il y a pour certains une intouchabilité qui est confondue avec le respect de l'autre. Quel travail peut être possible si on hésite à discuter des problèmes réels du gamin ?

Ils n'ont aucune porte de sortie ?

Il y a aussi de vraies rencontres qui se font pour ces gamins, j'ai pu travailler au

contact de psychologues qui étaient beaucoup dans l'échange et avaient une façon d'aborder la détresse des jeunes sans les enfermer ou les résumer à leur couleur de peau ou leurs croyances religieuses, comme le font pas mal d'éducateurs en valorisant une gamine dite « *pieuse* » même si le père pratiquant la tabasse régulièrement au nom justement de cette croyance qui exigerait de ne pas avoir de vie sociale ni de fréquenter les garçons. Parce qu'il y a ça aussi, des collègues qui murmurent dans une forme de respect en parlant d'une jeune qui est croyante avec un voile, comme si on était dans une église, ça renvoie quoi comme message aux autres adolescentes ? Où est la distance, la liberté de penser en général ? Comme cette collègue qui interdisait à un adolescent de jurer parce que ça offense, avec le doigt pointé en l'air. Il faudrait s'interroger sur la neutralité, et des signes extérieurs mais aussi et surtout des idées qui peuvent être véhiculées suivant le collègue qui travaille.

Sinon j'ai pu voir aussi des assistantes sociales qui se démenaient pour que des jeunes aillent au bout de leur choix d'avorter, et parfois ça n'est vraiment pas facile de faire face aux pressions de certains collègues sur ce type de choix... Pour moi il y deux soucis : la formation et le devoir de réserve. Si on n'a pas un socle fort et commun à ce niveau-là, la population des quartiers peut se retrouver face à des professionnels qui en fait déversent leurs idées ou font de leur boulot un terrain de chasse idéologique.

De toute façon, dans les foyers, il y a de plus en plus de « *faisant fonction de* » et les éducateurs de nuit sont remplacés par des veilleurs, qui n'ont pas de formation et sont parfois d'un laxisme étonnant. J'ai entendu de la part de collègues le récit de situations aberrantes, avec un veilleur en train de fumer son joint pendant qu'à l'étage c'était en roue libre complet, avec agressions, semi-lynchage « *pour de rire* » mais avec des coups réels, et une fois une jeune est venue nous dire que lors de son arrivée au foyer d'accueil d'urgence, on lui demandait déjà des fellations ; certains hôtels de l'Aide Sociale à l'Enfance ont aussi un encadrement déplorable absolument non sécurisé.

Tout ce que tu racontes se sait donc, dans le milieu ?

Des anecdotes il y en a plein mais très peu de collègues en parlent. Et cette jeune fille envoyée à l'Aide Sociale à l'Enfance, via une association où je bossais, et qui revient quelques semaines après en disant que le gardien de nuit a toqué à sa porte pour lui demander une fellation (d'après elle il a été renvoyé).

Bref, les services sociaux et les associations proposent ce qu'ils peuvent, mais entre les discours de type « *indigéniste* » (« *ne fous rien à l'école, tu peux pas échapper à ta condition et même si tu y échappes tu ne seras jamais accepté comme une personne blanche* », etc.) ou le laxisme épouvantable qui installe le jeune dans une oisiveté non constructive et appauvrissante, il y a beaucoup à dire... Le problème aussi, c'est les chefs de service, les directeurs etc, et le cadre où le non cadre qu'ils posent. J'ai travaillé une fois avec une psy qui évoquait le fait qu'elle avait signalé un de ses collègues pour propos déplacés, la directrice lui aurait dit : « *Il a encore fait du racisme anti blanc ?* » mais il n'y a pas eu de suite. Il faut savoir que certains chefs de service ou directeurs à un plus haut niveau ne voient pas du tout d'un mauvais œil le discours « *indigéniste* ». Il y a eu l'année passée un colloque dont on a beaucoup parlé, soutenu par Stéphane

Eudier [directeur général de l'association « Sauvegarde 93 » — cf. note suivante.] et organisé par l'association *Sauvegarde 93*¹. La présence d'un « *indigéniste* » connu (Saïd Bouamama²) a été empêchée car sa venue avait fuité avant le colloque. J'ai vu au final assez peu de collègues réagir quand il y avait des discours militants « *décoloniaux* » balancés l'air de rien, pendant les réunions ou pendant les pauses clopes, et clairement c'était par peur des remous et par souci de maintenir une sorte de paix factice au quotidien. Mais il y a parfois des réactions tout de même comme pour ce colloque avec Saïd Bouamama : j'ai assisté à la colère de rares collègues qui se sont débrouillés pour faire remonter discrètement l'info à l'extérieur du milieu de la Sauvegarde 93, pour que ça fasse du bruit quoi, que les médias en parlent, que des gens se mobilisent contre... De toute façon, le débat étant impossible, c'est presque tout ce qui reste : collecter des infos, faire savoir et espérer que ça ouvre enfin des yeux sur l'état intellectuel et militant de certaines équipes. En face dans cette affaire, apparemment tout le monde a fait bloc pour défendre S. Bouamama, et Stéphane Eudier aurait envoyé un courrier interne pour réitérer son soutien à la tenue de ce colloque tel qu'il était initialement prévu. J'ai aussi des collègues qui interviennent en tant qu'éducateurs représentant des assocés dans les lycées et collèges sans qu'aucun contrôle ne soit exercé sur ce qu'ils disent et véhiculent comme pensée.

On ne leur demande pas d'où ils parlent, aucun contrôle ni texte écrit avant les interventions, la jeunesse au lieu d'être prise dans des discours multiples, se retrouve comme encerclée par les mêmes discours à pensée unique tenus par les idéologues auxquels elle est livrée.

Comment fais-tu pour tenir ?

Quand on ne pense pas pareil, on se raccroche soit à un collègue, très rare qui pense comme vous, soit à l'éthique dans son travail, en essayant de proposer dans le discours une voie de sortie pour des jeunes qui sont entourés d'idéologie, ne se voient rien offrir de différent de ce qu'ils ont à la maison et dans le quartier (rap, BD sur le rap, livres sur le hip-hop) ou alors des contenus obsolètes, de vieux magazines d'il y a plus de 10 ans qui traînent entre deux BD dont il manque des pages, et quand ils peuvent aller sur Internet de façon surveillée, ils se plongent dans la musique qu'ils aiment sans que rien ne vienne enrichir leur univers. Il manque un réel travail commun pour penser le contenu de ce qu'on peut proposer à l'adolescent en crise. Ni dans les foyers, ni dans les associations, ni dans les services de l'État cette question fondamentale n'est abordée.

En fait, le gardiennage semble suffire et malgré les personnes qui s'engagent éthiquement sans faire leur petit prosélytisme, il y a au final de façon répandue, de ce que j'ai pu voir, un petit confort, un ronronnement ou une suite de propos endoctrinants et une grande difficulté à venir apporter d'autres sources d'inspiration, comme ce bouquin sur

- 1 L'association Sauvegarde 93 (Loi 1901, créée en 1968) à l'origine de ce colloque dispose d'un centre de déradicalisation sur le département et est mandatée par l'État pour effectuer ce travail de déradicalisation auprès de plus d'une centaine de jeunes signalés par la préfecture.
- 2 Chargé de recherche, formateur et consultant au sein de l'IFAR (Intervention Formation Action Recherche), association de formation des travailleurs sociaux et des animateurs de l'éducation populaire, siège à Ville-neuve d'Asq.

Van Gogh qui avait été toléré mais du bout des lèvres par la majorité de l'équipe d'un centre d'accueil. Comme si la culture, l'ouverture d'esprit n'était pas fondamentale. Si le gamin ne trouve pas à l'extérieur de chez lui de quoi se nourrir l'esprit différemment, où va-t-il le trouver ? Si le personnel n'est pas formé, ou s'il relève d'une idéologie et si rien ne vient contrebalancer tout ça, à part l'apathie de collègues qui n'en ont clairement rien à foutre et des idéologues de tous poils, le gamin ne va pas rencontrer grand-chose.

Tu ne dois pas être le seul dans ta situation ?

J'ai aussi été effaré du taux d'absentéisme et de maladie chez mes collègues, je viens du Nord, ça fait plus de 15 ans que je suis en banlieue parisienne et je n'ai jamais vu une telle fréquence dans ce que j'appelle moi des abus. D'ailleurs certains collègues n'hésitent pas à afficher cette mentalité, je ne sais pas trop comment dire... de *profitation*. Comme je te disais, il y a de plus en plus d'opportunistes dans ce milieu ; en gros c'est : on profite et que les autres se démerdent, il n'y a pas de vue d'ensemble et d'implication citoyenne. Ce sont des postures molles, obsédées par la recherche du meilleur moyen pour ne rien foutre. Si on peut se faire des arrêts, on se fait des arrêts aussi longtemps que possible, et que la charge de travail soit répartie sur les collègues on s'en fout. Ce sont des mentalités de petits fonctionnaires qui n'ont pas l'esprit d'équipe, et je ne parle pas de ces collègues le nez vissé au portable quasi toute la journée. Il y a aussi de vrais douleurs, des collègues épuisés, trop de tensions au quotidien avec les jeunes et dans le travail en équipe, l'impression que rien ne va résoudre les problèmes sociaux, le constat que l'agressivité augmente, tant avec certains collègues qu'avec les jeunes, une espèce de désarroi généralisé où ceux qui morflent le plus sont ceux qui avaient un idéal et une réelle motivation ; tandis que d'autres collègues semblent à l'aise comme des poissons dans l'eau, avec cette mentalité qui les fait prendre ce qu'ils peuvent là où ils peuvent, et je parle là aussi des petits vols courants, parfois sous mon nez : ramettes de papier, nourriture congelée à destination des jeunes, paquets de sucre, enceintes, ordinateurs inutilisés, ventilateurs, souris d'ordinateur, parfois petits meubles mis dans un coin ou commandes soi-disant de matériel pédagogique, appareil photo par exemple, et après on le cherche partout, il a disparu, etc.

Que faudrait-il, d'abord et avant tout pour ces jeunes ?

Depuis 15 ans devraient se multiplier des lieux de protection dans les cités jusque dans leurs fins fonds enclavés (petits commissariats refuges, lieux sécurisés ouvert 24h/24, associations neutres avec personnel compétent, etc.) et une réelle éducation parentale, sociale, scolaire devrait réintroduire ce « *l'autre mon semblable, ton corps, mon corps* ».

Proposer des lieux de pause et d'accueil nocturne permettrait que des gamines naïves ou trop abîmées déjà puissent venir se réfugier en cas de fugue ou de coup de colère, parce que traîner dehors est un suicide corporel : elles deviennent une proie fluorescente sur laquelle fond le petit salaud pour qui elles ne représentent qu'une suite d'orifices corvéables à merci.

Comment tu vois l'évolution de ces territoires dans les années qui viennent ?

Pour la suite, je ne sais pas comment les choses peuvent évoluer. Je vais pour ma part encore faire des remplacements pendant quelques années, toujours en faisant profil bas, et puis j'arrêterai. C'est trop dur et il y a peu de moyens mis en place, pas de projet pédagogique clair, pas de contrôle des associations avec lesquelles il y a du partenariat, comme à titre d'exemple l'association *Rêv'Elles* (Samia Hathroubi, *Coexister* et *Lal-lab*¹ à fond, soutien et proche de T. Ramadan, etc.) qui a inondé de flyers la Seine-Saint-Denis en recherche de jeunes filles à former au sein de leurs ateliers non-mixtes. Il n'y a pas d'unité minimale dans les pratiques, pas de visées claires, un rejet tacite mais non verbalisé des apports comme celui de la laïcité dont on parle souvent comme d'un fléau ou d'une imposture, pas de liberté de parole à moins d'avoir le discours dominant actuel. Le syndicat Sud-Collectivités Territoriales, d'ailleurs, qui propose aux fonctionnaires territoriaux des formations informelles très « *décoloniales* », permet une entrée des discours « *indigénistes* », il coche toutes les cases, écriture inclusive comprise.e.es. Il y a un « *indigéniste* » comme Farid Benaï, proche de S. Bouamama, qui se propose en tant que délégué syndical FO dans une assoce, j'ai eu des mails professionnels de collègues qui relayaient le *Bondy blog* et des articles de *Libé* qui offraient tribune au « *racialisme* », le valorisant, le justifiant et l'excusant. Je ne vois pas comment un jeune collègue peut échapper à ce qui ressemble à l'emprise d'un discours dominant. Il y a des aberrations sécuritaires aussi : au tribunal de Bobigny par exemple, si on a une carte professionnelle, de l'Aide Sociale à l'Enfance par exemple, on a droit à un coupe-file, c'est-à-dire qu'on n'est ni fouillé ni contrôlé. Quand on sait l'activisme qui existe en Seine Saint-Denis, on mesure la porte ouverte que ça peut être.

Il n'y a ni les volontés ni les outils, et les postes de « *faisant fonction de* » offrent peut-être du travail sans qualifications élevées (une forme d'*uberisation* de postes en contact avec une population jeune qui nécessite un cadre, des compétences et des savoirs précis, de l'intelligence et de la bienveillance) mais souvent ce personnel mal formé fait juste du gardiennage et encore...

On dit souvent qu'il faut attendre la casse pour se réveiller. Mais entre endoctrinement « *décolonial* », valorisation de la bigoterie politique et culte de l'antifraternité, qui restent quasiment les seules boussoles séparatistes proposées aux gamins, elle est déjà là. Il y a urgence à enfin comprendre et limiter la propagation et l'impact de certains discours martelés aux enfants, comme j'ai pu le voir. Sinon, pour moi, ça relève de la non-assistance à esprit et corps en danger.

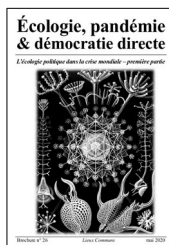
1 NdLC : *Coexister* : Association influente d'éducation populaire au « *vivre ensemble* » dans le respect de la « *diversité interconvictionnelle* », intervenant notamment dans les établissements scolaires publics de France, se présentant comme « *aconfessionnelle et apolitique* » (présidente Radia Bakkouch, fondateur Samuel Grybowski). *Lal-lab* : Association « *féministe* » islamiste de défense des droits des femmes musulmanes, pro-voile (co-fondatrices Sarah Souak et Atika Trabelsi). Ces deux associations proches l'une de l'autre entretiennent des liens étroits de soutien et de collaboration avec les *Frères Musulmans* de l'UOIF ainsi qu'avec l'ex CCIF avec lesquels elles mènent notamment des actions publiques communes. On pourra se référer à notre « *Cartographie de la galaxie des Frères Musulmans en France* », disponible sur notre site.

Dernières brochures disponibles



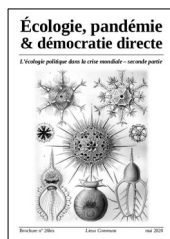
Éléments d'écologie politique *Pour une refondation*

Éditions Libre & Solidaire, coll. 1000 raisons
Novembre 2021



Écologie, pandémie et démocratie directe *L'écologie politique dans la crise mondiale*

Articles, Exposés, Entretiens,
Brochures n°26 & 26 bis – mai 2020



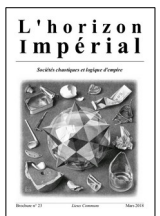
La fin de l'immigration *Réalités troublantes et mensonges déconcertants*

Entretien, Nouvelle, Synthèse, Argumentaire, Recension
Brochure n° 25 – mars 2020



Le mouvement des gilets jaunes *Surgissement populaire et démocratie directe*

Tract, Analyses, Exposé, Entretien, Courriers
Brochures n° 24 & 24 bis
Décembre 2018 – Mai 2019



L'horizon impérial *Sociétés chaotiques et logique d'empire*

Conférence, Analyse
Brochure n° 23 – Mars 2018

(...)

Collectif *Lieux Communs*

Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail, à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives » et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul un *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société*.

Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples, où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompt ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre : la *prudence* dans le domaine technoscientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif de pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et d'une rotation des tâches. Et l'on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en Occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la Révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'Occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation. Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.

Il est dorénavant banal de constater que, partout, les apparences se fissurent, les certitudes s'effritent, les discours officiels vacillent. La somnolence routinière dans laquelle nous vivions en Occident depuis deux ou trois générations est troublée, secouée par l'irruption d'un monde inconnu à l'inquiétante étrangeté qui sourd comme une pulsion incoercible.

C'est un chaos qui monte, qui s'étend, un dérèglement généralisé où tout ce qui nous était familier s'effrite entre nos doigts. Les choses jusqu'ici évidentes ne le seront plus jamais, l'absurde, le délirant ou le terrifiant deviennent quotidiens, l'amnésie et le déni sont incorporés en réflexes de survie. Le présent angoisse, l'avenir s'estompe et, selon la formule des dissidents des totalitarismes, *on ne sait même plus de quoi le passé sera fait.*

L'hypothèse ici développée est que ce désordre s'inscrit dans une configuration millénaire que notre modernité n'avait que suspendue : l'univers impérial. Ce retour du monde de l'empire, si évident à l'échelle géopolitique où il prend diverses figures, opère également en Occident : c'est l'établissement d'un État a-national, arbitraire et surplombant, de communautés ethnico-religieuses en confrontation permanente, de populations émiettées, exploitées et interchangeables. Monde de violences où les règles et le droit sont mouvants et différenciés, où les multiples racismes s'entrelacent sous le règne d'idéologies omniprésentes rendant indiscernables savoirs et croyances, dans une mer d'opportunisme et de corruption systématiques.

Les textes ici rassemblés cherchent à cerner ces transformations, dans les récents soubresauts de notre époque et sur diverses thématiques, faisant exploser les clivages modernes : Ainsi le mouvement des gilets jaunes n'est pas pensable avec les catégories du capitalisme, de luttes sociales ou de révolution ; l'écologie politique contemporaine dessine une planète dominée par une idéologie proto-totalitaire à la fois pacifiante et disciplinaire se réclamant de règles « naturelles » ; les dernières élections présidentielles ont congédié toutes les catégories de gauche, de droite ou de centre, et les références à la nation ou à l'internationalisme sont immanquablement biaisées ; le « wokisme » et l'obscurantisme s'imposent partout dissolvant les individus, les classes sociales ou l'*habeas corpus* dans des appartenances tribales, raciales, religieuses ou sexuelles.

Lieux Communs est une initiative politique indépendante qui vise à une auto-transformation radicale de la société.

Lieuxcommuns@protonmail.com – www.collectiflieuxcommuns.fr